

RD-CONGO



LE COURRIER DE KINSHASA

300 FC/200 CFA

www.adiac-congo.com

N° 3357 - LUNDI 29 OCTOBRE 2018

ENJEUX ÉLECTORAUX

Le projet de société du FCC attendu cette semaine

Le candidat du Front commun pour le Congo (FCC) à la présidentielle de décembre, Emmanuel Ramazani Shadary, a, dans son allocution au meeting du 27 octobre au stade Tata Raphaël, à Kinshasa, annoncé la présentation cette semaine de son projet de société et de son équipe de campagne. « Notre campagne sera républicaine. Nous mettrons Dieu au centre de toute chose et nous allons gagner », a déclaré le dauphin de Joseph Kabila devant ses partisans.

Il reste convaincu qu'il y aura élections et a demandé à la population congolaise d'être prête pour y participer massivement. Auparavant, Néhémie Mwilanya, le directeur de cabinet de Joseph Kabila, avait précisé que ce meeting entrait dans le cadre d'une série d'actions que le FCC prévoit d'organiser avant le 23 décembre.

Page 3



Au premier plan, les membres du Comité stratégique du FCC

MARCHE CONTRE LA MACHINE À VOTER

L'opposition a mobilisé environ 4000 personnes, selon la police



Les manifestants déployés sur le boulevard Lumumba

Le commissaire provincial de la police/ville de Kinshasa parle d'environ quatre mille militants du collectif des partis et regroupements politiques de l'opposition ayant battu le pavé, le 26 octobre, tout en les félicitant d'avoir fait preuve de respect des lois en matière de manifestation publique. Pour l'Engagement citoyen pour le changement, la mobilisation

n'était vraiment pas à la hauteur des espérances suscitées eu égard à la faible participation. Le mémorandum déposé à la Céni, à l'issue de la marche, contenait deux revendications essentielles, en l'occurrence le rejet de la machine à voter et le retrait du fichier électoral de tout Congolais enrôlé irrégulièrement.

Page 3

ANGOLA

L'ONU dénonce les expulsions massives des Congolais

La haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme a condamné, via un communiqué publié le 26 octobre, l'extrême barbarie appliquée par les forces de sécurité angolaises sur les ressortissants congolais vivant en Angola, lors de leur récent refoulement, sur fond « de graves violations des droits humains ». Michelle Bachelet a averti sur les conséquences de ces expulsions massives tendant à mettre en danger le sort de milliers de Congolais, une fois de retour dans leur pays. Elle appelle Luanda « à



La haut commissaire Michelle Bachelet mettre un terme aux expulsions en cours jusqu'à ce qu'il puisse être assuré que tous les retours seront effectués dans le plein respect de l'état de droit et des droits humains de tous les migrants touchés ».

Page 5

CLASSEMENT FIFA

La RDC chute du 40^e au 46^e rang mondial

Page 5

ENJEU POLITIQUE

Stephen Bwansa aborde la situation de l'est et les élections en RDC

Le représentant du Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD) en Chine séjourne depuis quelques jours à Kinshasa. Aussi a-t-il profité pour parler, sur la chaîne de télévision «B-One» émettant à Kinshasa, de la situation politico-sécuritaire qui prévaut dans le pays ainsi que des élections, affichant clairement ses préférences pour le candidat du Front commun pour le Congo (FCC) à la présidentielle du 23 décembre.

Sur la situation dans l'est du pays, Stephen Bwansa a d'emblée compati aux malheurs du peuple de Beni, en proie à des attaques sanglantes de la part des présumés rebelles ougandais d'ADF. « En consultant les archives, l'on sait que les événements qui se passent dans l'est ont débuté avant l'entrée de l'AFDL au pays, avant 1998, à l'époque de Mobutu, lorsqu'une masse des réfugiés a quitté le Rwanda pour s'installer dans l'est de la RDC, au lendemain du génocide de 1994, et on les a laissés passer avec des armes... Nous avons hérité d'une situation chaotique, dont l'AFDL, à l'époque, devrait résoudre. Mais c'est aussi un problème qui relève d'ordre international. L'ONU est là et nous, nous faisons nos efforts, des réfugiés rwandais et ougandais sont là, et même des terroristes qui sèment le chaos à l'est de la RDC. Et aujourd'hui, le gouvernement de Bruno Tshibala, sous le leadership du chef de l'État, est en train de prendre des mesures pour stopper cette hémorragie », a-t-il indiqué.

Quant à la réaction du président de la République, jugée très souvent tardive par une certaine opinion, sur des questions pertinentes de ce genre, Stephen Bwansa a souligné : « Il ne s'agit pas ici d'un sentiment de culpabilité mais plutôt d'un sentiment de responsabilité. Le chef de l'État n'a pas à prendre la place du vice-Premier ministre de l'Intérieur, Henri Mova, chargé justement de ces questions, ou celle du ministre de la Défense, Atama. Il y a un gouvernement pour faire ce travail. Le chef de l'État supervise et il agit comme responsable dans tout ce qui se passe dans l'est du pays ».

À propos de l'approche d'un dialogue avec les ADF-Nalu et les autres groupes armés qui pullulent afin de résorber cette crise armée dans l'est, le représentant du PPRD en Chine a fait observer : « Le chef de l'État est un homme ouvert, il a piloté plusieurs dialogues pour stopper cette spirale de la guerre. Mais c'est un problème d'ordre international. C'est pour cela que le chef de



l'État a présenté cette question de l'est à la tribune des Nations unies, à New York. Si la RDC prenait des mesures draconiennes, par exemple refouler tous ces réfugiés vers leurs pays respectifs, qu'en dira l'ONU ? Ne va-t-elle pas condamner la RDC ? Entre-temps, devons-nous continuer à subir ces pressions, respecter les règles et attendre que notre peuple nous sanctionne d'une manière ou d'une autre, alors que nous tendons vers les élections ? ».

Les élections...

Stephen Bwansa a aussi répondu à une préoccupation par rapport à la machine à voter. « Tous les experts venus au pays ont conseillé aux partis politiques d'expliquer au peuple que la machine à voter est crédible. Mais ils ont développé un discours contraire, disant d'aller aux élections mais sans la machine à voter. La conclusion pour eux, c'est tant qu'il y a une machine à voter, il n'y a pas d'élection ». À ceux qui pensent qu'aller aux élections sans la machine à voter c'est cautionner l'intention du FCC qui chercherait à s'éterniser au pouvoir, Stephen Bwansa a répliqué : « Pour moi, la majorité présidentielle est actuellement au pouvoir, mais le FCC veut conquérir le pouvoir. On ne peut pas interdire au FCC de le faire. C'est l'opposition qui pense à boycotter les élections, c'est là-bas qu'il y a un problème d'honnêteté démocratique. En 2006 et

en 2011, nous avons gagné les élections sans la machine à voter. S'il y a eu ce décalage par rapport à l'organisation des élections, c'est à cause de l'opposition qui a écrit partout au monde qu'il y avait eu tricherie. L'honnêteté démocratique veut qu'on accepte les résultats des urnes après leur publication. Il n'y a plus de débat à ce moment-là. Nous réclamons à cri ces élections ».

Sur l'élection de la ministre rwandaise des Affaires étrangères, Louise Mishikiwabo, à la tête de la Francophonie, Stephen Bwansa a noté : « Cela ne doit pas nous faire peur. Le Rwanda est un pays africain. Certes, la RDC n'est pas très amie avec le Rwanda en ce moment mais cette situation n'est pas éternelle. On doit voir les choses autrement. Si le Rwanda équilibre son développement et a un leadership (nous sommes en compétition au niveau du développement en Afrique) et noue des stratégies de développement avec la France, tant mieux pour son peuple, et étant Africains, nous allons acclamer, en dehors des conflits qui peuvent exister entre les États.

Mukwege, prix Nobel de la paix...

Stephen Bwansa a été pertinent sur le prix Nobel de la paix décerné pour la première fois à un Congolais, le Dr Denis Mukwege. « Pour moi, donner ce prix Nobel de la paix parce qu'il est en train de soigner les femmes violées, c'est comme si on donne

un message disant que le Congo c'est un État où à la communauté internationale n'arrive pas à suivre les recommandations de la RDC afin d'arrêter ce massacre. Le Dr Mukwege est un fils du pays, lorsque les autres l'ont félicité, c'est le gouvernement également qui l'a fait. On doit faire la part des choses, Mukwege n'est pas ennemi du pouvoir en place, il ne fait pas peur, il est fils de ce pays. En ce qui me concerne, ce n'est pas le prix Nobel qu'il a obtenu, - que je félicite-, qui est en cause mais le sens de ce prix-là ne m'arrange pas. Est-ce qu'on doit être content que le prix Nobel qu'on donne à un Congolais soit focalisé sur le viol ? Je me sens gêné ».

Et d'affirmer : « Il y a beaucoup de professeurs d'université ici qui méritent mieux que ça, beaucoup de Congolais qui méritent ces attentions. Il n'y a pas à faire de polémique mais il y a quelqu'un (Joseph Kabila) qui a respecté la Constitution, et cela mérite peut-être pas le prix Nobel mais des encouragements. C'était sa responsabilité de respecter la loi fondamentale du pays mais au regard des intentions lui prêtées, il mérite des encouragements. Le prix Nobel de la paix de Mukwege a un sens mais je veux que ce sens soit changé demain, nous voulons que le Congo soit en paix, qu'il y ait développement et qu'on laisse le docteur s'occuper d'autres choses, puisque tout ce qui se passe à Beni, c'est ce que le docteur condamne, et c'est ce que nous nous combattons ».

À propos de la situation des Congolais refoulés d'Angola, Le représentant du PPRD/Chine a de front souligné que le Congo n'est pas en guerre contre un État voisin pour qu'il ait urgence et qu'on puisse envoyer des policiers ou militaires, il faut plutôt négocier. « Je ne pense pas qu'il y ait crise entre la RDC et l'Angola, sinon on serait allé au niveau des Nations unies. Les expulsions, il y en aura toujours. Mais l'homme qui applique la loi est souvent brutal alors que la loi ne l'est pas ». Stephen Bwansa a terminé ses propos en demandant au peuple congolais de s'organiser pour aller aux élections.

Martin Engimo

ADIAC

Le courrier de Kinshasa, une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions : Clotilde Ibara, Jean Kodila
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali-Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni MAssela
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bobe
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kalonji
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, Avenue du port, immeuble Forescom, 1er niveau, commune de la Gombe - Kinshasa / RDC
Tél. (+243) 015 166 200

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé

Service Économie : Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoulou, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

ÉDITION DU SAMEDI :

Meryll Mezath (Rédactrice en chef), Duryll Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoulou

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono

Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION**Coordinatrice, Relations publiques :**

Adrienne Londole
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna

Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto
Diffusion de Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani

Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moumbélé Ngonzo

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Assistante : Sylvia Addhas

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service presse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

MARCHE CONTRE LA MACHINE À VOTER

L'opposition n'a pas réussi une grande mobilisation

Le commissaire provincial de la police/ville de Kinshasa parle d'environ quatre mille militants seulement ayant battu le pavé, le 26 octobre, tout en les félicitant d'avoir fait preuve du respect des lois en matière de manifestation publique.

Après moult tergiversations, a marche de l'opposition a finalement eu lieu le 26 octobre, à Kinshasa, et dans quelques grandes villes du pays. Dans la capitale, presque toutes les couronnées de l'opposition, du moins celles qui se trouvaient sur place, ont pris part à cette manifestation contre la machine à voter et le fichier électoral dit « corrompu » pour lequel un nettoyage impératif est exigé. Vital Kamerhe, Martin Fayulu, Freddy Matungulu, Théodore Ngoy, Adolphe Muzito, Pierre Lumbi, Marie-José Ifoku et autres occupaient la première ligne, encadrés par les éléments de la police. Pour des raisons de sécurité, l'autorité urbaine avait pris soin de restreindre l'itinéraire de cette marche qui devrait partir de la place Échangeur pour échoir au boulevard Triomphal. Respectueux de l'engagement pris de commun accord avec l'Hôtel de ville, les leaders de l'opposition se sont conformés à l'itinéraire tracé, marchant d'un pas lent, accompagnés de leurs militants jusqu'au point de chute. Drapelets, calicots, effigies des leaders, vuvuzela, etc., tout y était pour donner de l'impact à l'événement et prouver l'adhésion des masses aux thèses de l'opposition. Aucun incident n'a été si-

gnalé tout au long du parcours, quand bien même à certains moments des chants hostiles au pouvoir émergeaient de la foule sans toutefois susciter la colère des agents de l'ordre. Ces derniers ont, en effet, affiché un calme imperturbable, ne cédant pas à la provocation des manifestants. Dans les différents carrefours et autres endroits stratégiques tels que la permanence PPRD/Sendwe ou encore la 7e rue/Limete, la police avait posté des véhicules anti-émeute avec beaucoup d'éléments afin de dissuader d'éventuels fauteurs de troubles. L'absence de l'UDPS pour qui la dite marche était inopportune a été très mal perçue par les autres partis et regroupements politiques présents qui ont considéré son auto marginalisation comme une forme de trahison. « Bravo aux amis de l'opposition pour les marches organisées ce jour dans plusieurs villes du pays. Je rappelle, par la même occasion, le devoir de relever ensemble les défis de la candidature commune, du fichier corrompu et de la machine à voter. Restons unis pour le Congo », avait écrit sur son compte twitter, depuis l'étranger, Félix Tshisekedi comme pour se dédouaner.

Une chose est sûre, comme engagement citoyen pour le changement, la mobilisation n'a pas vraiment été à la hauteur. Beaucoup se sont désistés, redoutant des troubles éventuels. La police parle de peine quatre mille manifestants ayant battu le pavé le 26 octobre. Les félicitant pour avoir fait preuve de respect des lois



Les manifestants déployés sur le boulevard Lumumba

en matière de manifestation publique, le commissaire provincial de la police ville de Kinshasa a, en outre, appelé tous les partis politiques et leurs militants à développer le même comportement. Aux forces de l'ordre, il leur a demandé de continuer à encadrer les manifestants avec professionnalisme.

« Bravo aux amis de l'opposition pour les marches organisées ce jour dans plusieurs villes du pays. Je rappelle, par la même occasion, le devoir de relever ensemble les défis de la candidature commune,

du fichier corrompu et de la machine à voter. Restons unis pour le Congo »

Arrivée au point de chute, une délégation des leaders de l'opposition a pris la direction de la Commission électorale nationale indépendante pour y déposer le mémorandum contenant les revendications des manifestants. C'est notamment le rejet de la machine à voter et le retrait du fichier électoral de tout « Congolais enrôlé irrégulièrement ». Même scénario ou presque dans les autres villes du pays où des marches ont été organisées. À Beni, Goma, Bukavu, Ituri, etc., la marche pour dire non à la ma-

chine à voter et exiger le nettoyage du fichier électoral des enrôlés sans empreintes digitales s'est déroulée sans incident majeur. La police a été mise à contribution pour encadrer les différentes marches en vue d'éviter tout cas de débordement. A Kisangani (Tshopo) par contre, la marche pacifique projetée par le collectif des partis politiques de l'opposition n'a pas eu lieu, parce qu'interdite par le maire de la ville. À Mbuji Mayi, l'esplanade de la Poste, lieu prévu pour le rassemblement, a été inaccessible, la police ayant été la première à prendre possession de l'endroit. Finalement, il n'y a eu ni marche ni meeting, le vendredi dans cette ville du Kasai oriental.

Alain Diasso

ENJEUX ÉLECTORAUX

Le projet de société du FCC attendu cette semaine

Le document sera présenté par le candidat de la plate-forme à la présidentielle du 23 décembre, Emmanuel Ramazani Shadary, qui rendra également publique son équipe de campagne.

Le Front commun pour le Congo (FCC) a présenté officiellement au public venu des

différents coins de la ville de Kinshasa, son candidat à l'élection présidentielle, Emmanuel Ramazani Shadary, à l'occasion d'un meeting, le 27 octobre, au stade Tata Raphaël.

Dans son intervention, le candidat du FCC a de prime abord remercié les Kinois et Kinois

pour avoir répondu massivement à l'appel du comité stratégique de sa plate-forme, sans oublier les responsables de cette coalition ayant effectué le déplacement du stade Tata Raphaël. Il a profité de l'occasion pour rendre un hommage appuyé au chef de l'État, Joseph

Kabila Kabange, pour avoir porté son choix sur sa modeste personne en le désignant comme dauphin à la présidentielle de décembre.

S'agissant du processus électoral, Ramazany Shadary s'est dit convaincu que les élections auront lieu et a demandé à la population congolaise d'être prête pour y participer massivement. « Nous allons aux élections le 23 décembre 2018. Nous savons que vous êtes prêts et nous allons gagner ces élections », a-t-il déclaré devant une assistance hystérique qui, visiblement, était de cœur avec lui.

Auparavant, le coordonnateur du comité stratégique du FCC, le Pr Néhémie Mwilanya, a salué le sens d'attachement que manifeste la population congolaise en général et kinoise en particulier au leadership de Joseph Kabila Kabange. « La présence massive des mamans, des papas et jeunes démontre que leurs voix comptent pour la refondation de la nation congolaise », a-t-il

fait remarquer. Et d'ajouter que ce meeting entre dans le cadre d'une série d'actions que le FCC prévoit d'organiser avant le 23 décembre. Il a saisi cette opportunité pour rappeler à des milliers de Congolais qui ont pris d'assaut le stade Tata Raphaël le sens de la lutte que ne cesse de mener Joseph Kabila Kabange pour la réunification du pays et la démocratie. Ce, avant de souligner que la présence massive des Kinois à cette manifestation témoigne de leur soutien sans faille à Emmanuel Ramazani Shadary. Rappelons que le FCC est une plate-forme électorale initiée par Joseph Kabila Kabange avec pour but de gagner les élections à tous les niveaux autour d'un programme commun. Cette coalition politique regroupe en son sein les partis de la majorité présidentielle, les regroupements politiques, les organisations de la société civile ainsi que les personnalités indépendantes.

Blandine Lusimana



Les cadres du FCC à la tribune

PRÉCAMPAGNE ÉLECTORALE

Opposition et majorité se sont défiées à Kinshasa

Entre les deux parties, l'heure est déjà à la précampagne. Chacune d'elles cherche, par ces temps qui courent, à ratisser large en mettant sous sa coupe la majorité des Congolais en prévision d'un triomphe électoral d'ici au 23 décembre. Le pays est, comme qui dirait, divisé entre ces deux grands blocs politiques qui, à côté des pseudo-indépendants intégrés ou non, se livrent une guerre larvée par partis et regroupements politiques interposés.

Les événements de le week-end dernier, avec à la clé des manifestations d'envergure initiées de part et d'autre, sont révélatrices du niveau de l'enjeu électoral qui ne laisse plus de place à la moindre distraction. Des deux côtés, les équipes de campagne imaginent des stratégies et concoctent des plans visant à faire adhérer la majorité des Congolais au projet politique des candidats qu'elles défendent. Décidément, la prochaine présidentielle promet déjà en termes d'émotions et de tensions sociales, au regard du spectacle que les deux camps ont gratifié le public kinois ce week-end. Le débat a quitté les allées de la politique pure et de l'argumentaire pour se cristalliser autour de la capacité des uns et des autres à mobiliser les Congolais. Là-dessus, la majorité présidentielle n'hésite plus à afficher un certain triomphalisme depuis qu'elle a réussi à drainer un grand nombre de militants lors de son meeting du 27 octobre, au stade Tata Raphaël. Des milliers de partisans et sympathisants venus de quatre coins de Kinshasa ont, en effet, afflué au lieu de la manifestation qu'ils ont du reste rempli aux trois quarts, au grand enchantement des cadres du Front commun pour le Congo (FCC). Ces derniers y ont vu un signal fort qui prouve à suffisance que le peuple est derrière leur candidat, Emmanuel Ramazani Shadary. L'UCC, l'AFDC, le PPRD, le Palu, le MSR, le Fonafec, l'UDPS/Tshibala, la DDC, le Burec et d'autres partis affiliés ont chacun mobilisé leurs bases respectives. Les bus Transco ont également été mis à contribution pour assurer le déplacement des Kinois vers le lieu du meeting. Présenté officiellement au grand public, le

dauphin de Joseph Kabila s'est déjà vu investi, avant terme, à la magistrature suprême. Porté par le FCC présenté comme une grande force politique implantée sur tout l'ensemble du territoire national et détenant le cordon de la bourse face à une opposition émietlée et désargentée, Emmanuel Ramazani Shadary croit avoir le quitus général pour présider aux destinées de la République démocratique du Congo pendant les cinq prochaines années. Il entend s'appuyer sur ce qu'a été la base de Joseph Kabila en 2006 et 2011.

Tout y était pour consacrer l'insuccès de la marche des opposants

Ce meeting de la majorité a eu lieu au lendemain de la marche initiée la veille par l'opposition contre la machine à voter et le fichier électoral non nettoyé. Une manifestation qui n'a hélas pas drainé du monde comme on l'espérait. Déploiement de la police anti-émeute à travers la ville, itinéraire modifié, bus Transco à peine visibles, communication défaillante, appréhension d'une population harassée par des marches contreproductives qui, souvent, tournent au drame, etc., tout y était pour consacrer l'insuccès de la manifestation du 26 octobre. La police a avancé le chiffre de quatre mille personnes seulement ayant pris part à cette marche, tournant ainsi en dérision des opposants qui pensaient faire mieux.

Peut-on conclure, à la lumière de ces deux manifestations, que les Kinois ont déjà choisi leur camp ? Pas si sûr lorsqu'on sait que cette démonstration de force ne traduit pas forcément les intentions de vote. Réputée bastion de l'opposition, Kinshasa est-elle en train de basculer pour convoler avec une majorité présidentielle qui présente des gages de stabilité et de cohésion quand bien même son bilan en termes d'amélioration du vécu quotidien de la population demeure mitigé ? L'après Tshisekedi en qui les Kinois s'identifiait jadis au travers de sa lutte politique aura décidément laissé des traces. Toutefois, rien n'est encore gagné. C'est dans l'urne que tout va se décider.

Alain Diasso

TOURISME AFRICAIN

Des résultats probants malgré un classement décevant dans le monde

L'Afrique n'a capté que trente-sept milliards de dollars américains générés par quelque soixante-trois millions de touristes internationaux enregistrés en 2017 dans la région. Si la tendance est haussière par rapport à 2016, l'on est toujours très loin du compte car il y a eu 1326 milliards de visiteurs comptabilisés au cours de cette période et les recettes ont touché les 1340 milliards de dollars américains.

Pour faire décoller le secteur du tourisme, l'Afrique doit agir rapidement dans plusieurs domaines et tirer profit des expériences réussies d'autres pays de la région, dont le Rwanda en matière d'infrastructures et d'amélioration de la qualité de l'accueil. L'Organisation mondiale du tourisme (OMT) a publié les derniers chiffres des destinations touristiques prisées dans les cinq continents. Dans l'ensemble, il en ressort malheureusement une piètre prestation du continent africain même si son score s'est amélioré d'une année à l'autre. En effet, les chiffres révèlent globalement que l'Afrique, en dépit de la diversité des pays, n'a pas réussi à tirer une grande partie des revenus du tourisme international faute d'investissements conséquents dans les infrastructures de base. Seulement une dizaine de pays africains comme l'Afrique du Sud, les Seychelles, la Tunisie, l'île Maurice et la Namibie s'est démarquée grâce à des investissements massifs dans les infrastructures de base. Selon l'OMT, ces pays ont perçu avant les autres le potentiel socio-économique que renferme le secteur du tourisme et y attachent désormais une plus grande attention. En comparant les performances par continent, l'Asie a attiré 323 millions de visiteurs pour des recettes de l'ordre de 390 milliards de dollars américains. L'Amérique vient juste après, avec 211 millions de touristes pour des recettes de l'ordre de 326 milliards de dollars américains. Enfin, l'Europe est restée en tête des conti-

nents les plus visités l'année dernière. Elle a attiré 672 millions de visiteurs pour des recettes de 519 milliards de dollars américains.

Des chantiers majeurs pour l'Afrique. Le défi prochain pour le continent africain sera d'arriver à faire pencher la balance dans l'autre sens. Mais pour y parvenir, l'OMT a recommandé de lever les trois principales contraintes : administrative, réglementaire et infrastructurelle. Au niveau administratif, le constat encourageant est l'effort africain pour se doter d'une stratégie nationale de développement du tourisme. Cette démarche permettra de déceler les obstacles qui bloquent encore l'ascension du secteur dans un contexte pourtant favorable. Il y a également les formalités administratives laborieuses pour obtenir un visa d'entrée. Le continent africain enregistre un grand retard dans la mise en œuvre du visa électronique. « Le service qui facilite l'obtention des titres consulaires peut jouer un rôle décisif dans le choix de la destination finale ». Après avoir réglé ce problème, il faut porter une attention particulière sur le prix du billet d'avion. Les touristes étrangers rejoignent les pays africains par les vols des compagnies aériennes privées étrangères, pratiquant souvent des tarifs prohibitifs. Avec leurs budgets limités, la majorité des touristes est contrainte de passer par ces compagnies à défaut de contacter une compagnie de transport national assurant la liaison.

Enfin, la question des infrastructures revient très souvent. L'accueil est l'étape la plus importante qu'on ne peut pas négliger. Il faut des hôtels, des infrastructures physiques de base comme les aéroports, les ports et les réseaux routiers et ferrés, note l'OMT. Il ne faut pas oublier non plus l'assainissement, l'approvisionnement en eau potable et surtout l'électricité. Le moyen de communication reste également une priorité pour garantir l'attrait du pays.

Laurent Essolomwa

BOXE

Junior Ilunga Makabu bat Paata Aduashvili par KO

Afin de rester actif dans l'optique de la demi-finale mondiale de la version World Boxing Council, le boxeur congolais a terrassé, le 26 octobre à Lyon, en France, son adversaire géorgien.

Le lourd-léger Junior Ilunga Makabu a battu le Géorgien Paata Aduashvili, lors d'une soirée de boxe organisée à l'espace Champagne Mont d'Or, à Lyon. Le Congolais a mis son adversaire de la soirée KO au deuxième round d'un combat programmé en huit rounds. L'hymne national «Debout Congolais» a retenti dans l'espace Champagne Mont d'Or avant le combat, alors que Junior Ilunga s'est enveloppé du drapeau de la RDC, ponctuant une chaude ambiance avec quelques ressortissants congolais venus encourager leur champion.



Ilunga Makabu bat par KO Paata Aduashvili de la Georgie le 26 octobre 2018 à Lyon

Selon son manager Tarik Saadi, c'était un combat afin de garder son poulain en activité, attendant un rendez-vous important prévu fin novembre ou en décembre. En fait, Tarik Saadi a obtenu du président de

la Fédération congolaise de boxe, le général Luyoyo, avec le soutien du président de la République, Joseph Kabila, l'organisation à Kinshasa de la demi-finale mondiale de classement de la WBC. Junior Ilunga Ma-

kabu devrait, à cet effet, affronter le Russe Dmitry Kudryashov. Mais ce dernier ne pourra plus combattre. « Le Russe Kudryashov est blessé, alors nous allons sans doute nous diriger vers le Nigérian Durodola », a confié Tarik Saadi.

Basé en Afrique du Sud, le lourd-léger congolais ambitionne d'atteindre son ancienne place de numéro un mondial de la WBC. Cela lui garantira le championnat du monde WBC. Ainsi, pour rester actif jusqu'à ce combat de demi-finale mondiale, il a donc combattu, sans véritablement forcer son talent, contre Paata Aduashvili à Lyon. L'ensemble du team Ilunga Makabu, qui a participé également à la Convention de World Boxing Council organisée en début octobre à Kiev en Ukraine, a, d'ailleurs, pris son avion, au lendemain de la soirée de boxe de Lyon, pour l'Afrique du Sud le 27 octobre.

Martin Engimo

ANGOLA

L'ONU dénonce les expulsions massives des Congolais

La Haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme a averti sur les conséquences des refoulements en série qui mettent les ressortissants congolais dans des conditions difficiles à leur retour dans leur pays.

Le Bureau des droits de l'homme des Nations unies (HCDH) renseigne avoir reçu, lors d'entretiens avec des habitants de la ville frontalière de Kamako, dans le Kasai, des informations selon lesquelles les services de sécurité angolais auraient fait un usage excessif de la force lors des opérations d'expulsion de ressortissants congolais. « *L'expulsion massive de ressortissants congolais de l'Angola a déjà entraîné de graves violations des droits humains par les forces de sécurité des deux côtés de la frontière, laissant au moins trois cent trente mille rapatriés dans une situation extrêmement précaire* », a regretté, le 26 octobre, dans un communiqué, la Haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, Michelle Bachelet.

Selon ONU info, l'équipe du HCDH a pu vérifier les informations relatives à six morts qui seraient encore aux mains des forces de sécurité angolaises. Mais elle n'a pas pu entièrement vérifier certaines informations faisant état de nombreuses autres allégations de meurtres, qui suggèrent aussi qu'au moins cent personnes ont été blessées lors de ces opérations. « *Le droit international et la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples interdisent l'expulsion collective des étrangers sans recourir à une évaluation individuelle et la garantie d'une procédure*

régulière », a rappelé Michelle Bachelet, notant qu'en expulsant un si grand nombre de personnes en si peu de temps, l'Angola a mis des dizaines de milliers de familles en danger. La Haut-commissaire appelle donc Luanda « à mettre un terme aux expulsions en cours jusqu'à ce qu'il puisse être assuré que tous les retours seront effectués dans le plein respect de l'Etat de droit et des droits humains de tous les migrants touchés ». Elle exhorte également le gouvernement angolais à veiller à ce que les forces de sécurité et les autres responsables de violations commises au cours de ces opérations d'expulsions soient tenus pour responsables de leurs actes.

Extorsion de fonds des expulsés

Plusieurs migrants ont également affirmé aux services du HCDH avoir été victimes, à leur arrivée en territoire congolais à Kamako, d'extorsion de fonds et soumis à une « taxation » illégale de la part des forces de défense et de sécurité de leur pays. Il y a aussi été rapporté des allégations de détention arbitraire de migrants à leur retour. Ces allégations ont conduit Michelle Bachelet à demander au gouvernement congolais de mieux protéger les rapatriés, eu égard au « *manque constant de reddition des comptes pour les graves violations des droits humains commises dans les Kasai entre 2016 et 2017* ». Elle a, en outre, appelé le gouvernement congolais et la communauté internationale à redoubler d'efforts pour répondre aux besoins humanitaires urgents des rapatriés au Kasai, au Kasai central et dans le Kwango.

Lucien Dianzenza

SANTÉ

Marche pacifique des étudiants pour soutenir la lutte contre Ebola

L'activité a été organisée, le 25 octobre, par des étudiants des universités et instituts supérieurs de Beni, dans la province du Nord-Kivu.



Les étudiants s'impliquent dans la lutte contre Ebola

Plus de mille étudiants, calicots à la main avec de messages de sensibilisation contre Ebola, ont, pendant plus de deux heures, sillonné les zones de la ville dans lesquelles des poches de résistance avaient été enregistrées afin de convaincre les habitants à collaborer avec les équipes de la riposte.

Avec cette marche, les étudiants de Beni ont officiellement lancé la campagne « Ebola pas Chez moi » qui invite tous les citoyens de la ville à respecter les mesures de prévention et toutes les recommandations des autorités sanitaires afin de mettre fin à la propagation

du virus d'ici à novembre.

Cette activité a eu comme point de chute le stade de Kalinda, où le coordonnateur de la riposte, le Dr Ndjoloko Tambwe Bathé, a retrouvé les étudiants

pour les féliciter et les encourager dans cette initiative. Il espère que leur implication permettra de lever les résistances, parfois entretenues par les jeunes des quartiers dans certains foyers actifs de la ville.

La situation épidémiologique de la maladie à la date du 25 octobre indique qu'au total, deux cent cinquante et un cas de fièvre hémorragique ont été signalés dans la région, dont deux cent seize confirmés et trente-cinq probables. Sur les deux cent seize confirmés, cent vingt-sept sont décédés et soixante-sept sont guéris. Les autres sont hospitalisés dans les différents centres de traitement d'Ebola.

Notons que la ville de Beni est devenue l'épicentre de la maladie. Des attaques des forces négatives et des appels aux journées villes mortes par la société civile entachent le bon déroulement des activités de riposte et l'épidémie continue de se propager.

Blandine Lusimana



AGENCE D'INFORMATION
D'AFRIQUE CENTRALE

LE COURRIER DE KINSHASA

www.lesdepechesdebrazzaville.com

BON PLAN!

RECRUTEMENT



Distribuez nos produits & Gagnez de l'argent

FILLES JEUNES ET DYNAMIQUES rejoignez notre équipe marketing

+243.856.43.6723

immeuble ex FORESCOM, 1er niveau
Avenue des Douanes n°4
Kinshasa, Gombe - RDC

CLASSEMENT FIFA

La RDC chute du 40^e au 46^e rang mondial

Les Léopards viennent de perdre six places au classement de la Fifa pour le mois d'octobre. Ils ont quitté la 40^e position en septembre pour se retrouver à la 46^e dans le monde et quatrième en Afrique. Leurs résultats mitigés en troisième et quatrième journées des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) Cameroun 2019 contre les Warriors du Zimbabwe (battus à domicile un but à deux et un match à égalité d'un but partout à Harare) ont perceptiblement influé sur ce classement.



Les Léopards de la RDC

Notons qu'en cette année, la RDC n'a remporté la moindre victoire. L'équipe avait été battue en amical à Dar Es Salam par la Tanzanie sur la marque de zéro but à deux, a tenu en échec les Super Eagles du Nigeria, à Abuja, par un but partout, avant justement la double confrontation contre le Zimbabwe. Signalons que la Belgique est première au classement mondial pour le mois d'octobre, devant la France championne du monde en titre, et le Brésil qui complète le trio de tête. En Afrique, la Tunisie (22^e rang mondial) remplace le Sénégal (25^e rang mondial). Avec quatre places gagnées, le Nigeria (44^e rang mondial) se retrouve à la troisième place, devant la RDC.

Martin Engimo



**NAVIGUEZ SUR LA
CONNEXION INTERNET
LA PLUS STABLE**
Composez *121*4#



LE RESEAU DES SMARTPHONES

CENTRAFRIQUE

Le président de l'Assemblée nationale destitué

La révocation d'Abdou Karim Meckassoua a eu lieu le 26 octobre à Bangui, à l'issue d'une session plénière de la chambre basse du parlement.

La procédure de destitution du président de l'Assemblée nationale remonte au 17 octobre, lorsqu'une motion y relative avait été déposée avec la signature de quatre-vingt-quinze des cent quarante députés, évoquant une mauvaise gouvernance de la législature. Après plusieurs heures de débat, quatre-vingt-dix-huit députés ont voté pour sa destitution, quarante et un contre et un député s'est abstenu.

Aussitôt le texte adopté, les tensions sont montées d'un cran le soir du même jour dans la capitale centrafricaine. Des témoins ont fait état de tirs intenses entendus à travers la ville, sans mentionner d'autres détails dans l'immédiat. Le 23 octobre, plus de quatre cents personnes, dont de nombreux habitants du PK5, avaient manifesté jusqu'au quartier général de la Mission de l'ONU

en Centrafrique (Minusca, treize mille Casques bleus) pour protester contre la procédure de destitution du président de l'Assemblée.

Les parlementaires centrafricains sont allés jusqu'au bout de leur démarche contre Abdou Karim Meckassoua alors que le G5, groupe partenaire de la Centrafrique, composé de l'Union européenne, l'Union africaine, la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale, la France et des Etats-Unis, les avait mis en garde contre les « risques d'instrumentalisation pour la stabilité du pays et de ses institutions ». Dans un communiqué rendu public un jour plus tôt, soit le 24 octobre, il avait également qualifié de « tractations » cette sorte d'ultimatum engagé contre sa personne.

Abdou Karim Meckassoua est le député du troisième ar-



Abdou Karim Meckassoua

rondissement de la capitale Bangui, qui comprend le PK5, le quartier abritant la majorité des musulmans de cette ville. Interrogé sur les causes de la destitution de ce parlementaire, Mathurin Dimbélet Makoé, 2e vice-président de l'Assemblée, a dit qu'il était accusé par ses détracteurs d'avoir « confisqué des dossiers essentiels pour les députés », évoquant mi-octobre devant la presse une « opacité dans la gestion des finances » de cette chambre du parlement. Plusieurs députés ont, quant à eux, fait savoir que

la pétition et la tentative de destituer Abdou Karim Meckassoua pourraient avoir été pilotées par la présidence centrafricaine qui souhaiterait placer un de ses fidèles à la tête de l'Assemblée.

Après le début de la crise centrafricaine fin 2012, suivie du déferlement de haine entre les rebelles de la coalition Séléka, à dominante musulmane, et les groupes antibalaka, prétendant défendre les chrétiens à partir de 2013, la tendance était déjà à l'équilibre entre les deux camps, lorsque la présidence a été

échue à Faustin-Archange Touadéra, d'origine chrétienne, et qu'Abdou Karim Meckassoua, d'origine musulmane, a été élu à la tête de l'Assemblée nationale. Ce qui a contribué effectivement à apaiser des tensions en ce sens que cela était apparu comme un symbole de réconciliation en Centrafrique.

Fort malheureusement, dans ce pays où l'influence politique reste en partie communautaire, les relations entre les deux hommes n'étaient plus bonnes, des rumeurs de coups d'Etat avaient circulé, des proches de l'actuel président du pays n'hésitant pas à accuser publiquement Abdou Karim Meckassoua. Sa destitution était prévisible puisqu'en mars, un proche du président Faustin-Archange Touadéra avait été élu vice-président de l'Assemblée: une volonté, selon les observateurs à l'époque, de saper l'autorité de Abdou Karim Meckassoua.

Nestor N'Gampoula

FORUM DES FEMMES JOURNALISTES

Les médias africains appelés à donner une image authentique de la question migratoire

Prélude à l'ouverture, le 26 octobre, de la deuxième édition du Réseau des femmes journaliste d'Afrique, à Casablanca, le ministre marocain des Affaires étrangères et de la coopération, Nasser Bourita, a eu un tête à tête la veille avec la presse féminine du continent au siège de la Coopération internationale.

Nasser Bourita et les journalistes représentant cent quatorze médias de cinquante-quatre pays africains ont échangé pendant près d'une heure, autour de la thématique des assises, notamment « La Migration africaine : une chance pour le continent, une responsabilité pour les médias ». Souhaitant la bienvenue à ses visiteuses, le chef de la diplomatie marocaine a félicité la Radio 2M pour cette initiative très louable qui permet enfin, à travers ce grand réseau des Panafricaines, d'apporter une image lucide et authentique sur la question migratoire. « Le fait que les femmes dans la diversité, leur originalité, dans la pluralité de leur opinion puissent se mettre ensemble, se connecter et s'échanger

pour débattre des thématique est quelque chose de très important aujourd'hui pour l'Afrique. Cette conviction entre vous permettra de créer un esprit critique nécessaire pour que la voix de l'Afrique porte et que l'Afrique puisse projeter sa propre image à travers ses femmes et ses hommes. C'est une initiative qui s'inscrit pour cette Afrique qui s'assume, cette Afrique qui souhaite qu'à tous les niveaux, les opérateurs économiques, les ONG et les médias puissent se connecter pour travailler ensemble », a-t-il signifié.

Le patron de la diplomatie marocaine a ajouté que les assises de la presse féminine du continent viennent à point nommé, parce qu'un vent de



Les Panafricaines face au chef de la diplomatie marocaine Adiac

fraîcheur souffle sur le continent, porté par la nouvelle génération, un nouvel esprit qui veut que l'Afrique se prenne en charge pour ne plus être dépendante et qu'elle puisse décider de son destin.

Nasser Bourita a félicité le dynamisme des femmes journalistes d'Afrique qui ont pris l'engagement de se lancer dans le débat de la migration. « L'Afrique a beau développer l'étranger, améliorer la vie de ses citoyens, si elle ne maîtrise pas son image, son récit ni son discours, elle sera toujours perçue comme elle est présentée par les autres. Dans ce monde globalisé, l'image de la perception crée la peur, il faut que les médias

puissent être ceux qui portent l'image de l'Afrique et qui font la narration des images. L'Afrique ne doit pas être élaborée et réimportée puis escortée vers l'Afrique », a-t-il renchéri, expliquant que l'image que l'extérieur donne de l'Afrique est biaisée et le thème choisi par le réseau des femmes portant sur la migration est un sujet central.

Le chef de la diplomatie marocaine, à propos de cette thématique, a souligné la politique migratoire dans son royaume est ferme est responsable, cependant le pays est contre les réseaux mafieux qui contribuent à encourager les jeunes à migrer. En effet, il a avoué que par rapport

à la politique migratoire au Maroc, cinquante mille migrants clandestins ont été régularisés et ont accès gratuitement aux services sociaux, notamment les soins médicaux et l'éducation.

Après cette rencontre, les journalistes ont ensuite visité, sous le guide de l'ambassadeur, directeur général de l'Agence marocaine de coopération internationale, Mohamed Methqual, la Cité internationale de Rabat où elles ont eu des entretiens avec des étudiants du continent, suivis d'une autre visite guidée de Rabat organisée par l'Office national marocain du tourisme.

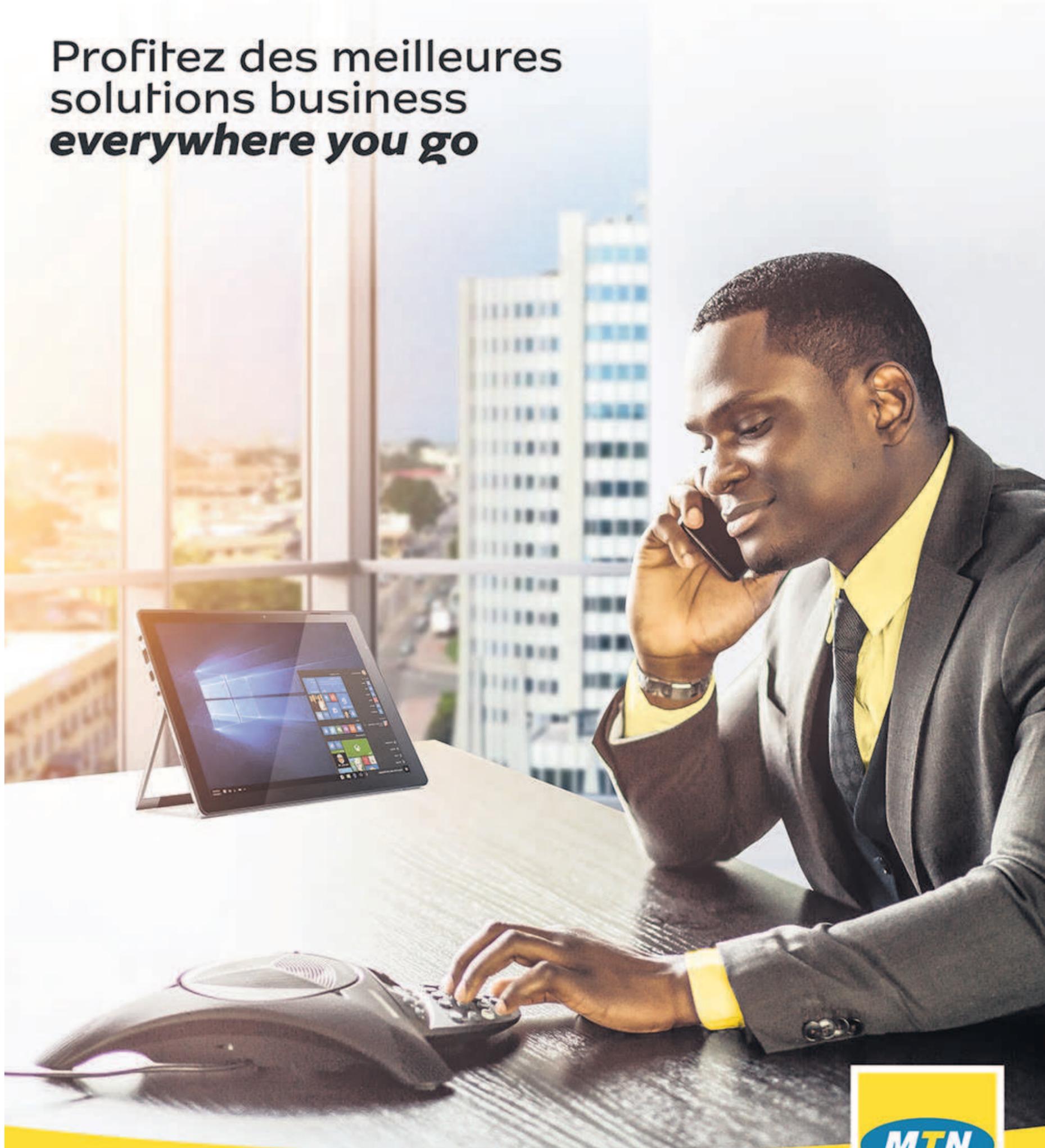
Charlem Léa Legnoki, envoyée spéciale à Casablanca

«L'Afrique a beau développer l'étranger, améliorer la vie de ses citoyens, si elle ne maîtrise pas son image, son récit ni son discours, elle sera toujours perçue comme elle est présentée par les autres. Dans ce monde globalisé, l'image de la perception crée la peur, il faut que les médias puissent être ceux qui portent l'image de l'Afrique et qui font la narration des images. L'Afrique ne doit pas être élaborée et réimportée puis escortée vers l'Afrique »

MTN Business

Aujourd'hui, tout compte ! Faites le choix du leader.

Profitez des meilleures
solutions business
everywhere you go



MTNBusiness.CG@mtn.com

4° TEF FORUM 2018

Cinq mille jeunes entrepreneurs africains réunis pour booster l'innovation sur le continent

Le forum de la Fondation Tony-Elumelu (TEF), qui se veut un grand rassemblement d'entrepreneurs africains, s'est ouvert le 25 octobre à Lagos, au Nigeria, en présence de deux chefs d'Etat.

La rencontre des porteurs de projet, mentors et alumni (anciens bénéficiaires du programme) a permis de découvrir un autre véritable visage du continent, avec des jeunes dynamiques et entreprenants. Elle a aussi permis aux participants, décideurs politiques et secteur privé de susciter des idées, de créer des réseaux dans un esprit de débats et d'interaction approfondis.

L'initiateur de ce forum annuel des futurs entrepreneurs du continent n'est autre que le Nigérian Tony Elumelu, le président de l'UBA (United Bank for Africa) et de la fondation qui porte son nom. En quatre années d'existence, le programme a déjà porté ses fruits, s'est réjoui le promoteur de TEF. « *Nous avons eu un impact direct sur quatre mille quatre cent soixante entrepreneurs et nous commençons à en voir les résultats, en termes de création d'emplois, mais surtout la reconnaissance que le bien-être économique de l'Afrique est entre les mains des entrepreneurs que sont les femmes et hommes, grands et petits* », a-t-il estimé.

Les quelques quatre mille talents d'Afrique ont vu, en effet, leurs revenus presque tripler avec plus de cinquante-deux millions de dollars de chiffres d'affaires. Pendant la même période, grâce à leurs activités, environ douze mille emplois ont été créés. En matière de genre, de plus en plus de femmes s'en-

gagent dans l'entrepreneuriat car parmi les jeunes sélectionnés par la tribune, au moins 41% d'entre eux sont des femmes.

En lançant la fondation en 2010 puis le forum quatre ans après, le philanthrope nigérian veut ainsi rassembler l'ensemble de l'écosystème de l'entrepreneuriat africain, capter un maximum d'entrepreneurs, les gouvernements qui doivent créer un environnement propice, le capital, les conseils et le réseautage. Le concepteur de l'Afrique capitaliste a pu déboursé cinq millions de dollars destinés à former dix mille jeunes qui vont, à leur tour, créer, durant les dix années, un million d'emplois et dix milliards de revenu annuel sur le continent.

Le comité de sélection de la promotion 2018 a reçu pas moins de cent cinquante mille dossiers à travers le continent. Lors d'une séance interactive avec les présidents Nana Akufo-Addo du Ghana, qui a fait le déplacement de Lagos, et Uhuru Kenyatta du Kenya (sur vidéo conférence), le promoteur Tony Elumelu a invité les décideurs africains à investir réellement dans la jeunesse. « *Ces jeunes ont des potentiels, ils nous demandent juste de les accompagner. Nous nous tournons vers vous parce que la transformation de l'Afrique ne peut se faire sans l'accompagnement des dirigeants politiques* », a-t-il plaidé.



Un des panels du 4° TEF, le 25 octobre à Lagos/Adiac

UBA va accroître ses activités au Congo

Quelques partenaires au développement parmi lesquels la coopération allemande GTZ, le Comité international de la croix rouge, l'Agence française de développement, le Programme des Nations unies pour le développement, ont décidé de soutenir le forum de la

fondation Tony-Elumelu.

En matière de financement des projets innovants au sein des pays, UBA est le maillon essentiel. Vincent Ngimbock est le directeur général de UBA Congo. Il promet de traduire au niveau local la vision du groupe d'être une banque globale. « *UBA Congo se donne pour mission de promouvoir cette initiative, afin de permettre à des jeunes congolais talentueux de faire connaître leur projet et de bénéficier d'une exposition ou d'un financement* », a-t-il assuré.

Deux jeunes ont représenté le pays à ces assises : Georgia Levinet et Pacifique Essereke, respectivement entrepreneure agricole

et mentor. Georgia Levinet investit dans la production du maïs à partir duquel elle va extraire de l'huile, la farine pour les nourrissons... La bénéficiaire de la promotion 2016 a été invitée de nouveau afin de venir partager son expérience aux autres jeunes. Son business plan nécessite quatre-vingt-dix millions FCFA mais le financement manque. « *J'ai déjà obtenu cinq millions FCFA de la Fondation Elumelu. J'espère trouver d'autres investisseurs pour m'aider à acheter les machines nécessaires à la transformation de la matière première* », a-t-elle lancé.

Fiacre Kombo,
envoyée spéciale à Lagos

« Ces jeunes ont des potentiels, ils nous demandent juste de les accompagner. Nous nous tournons vers vous parce que la transformation de l'Afrique ne peut se faire sans l'accompagnement des dirigeants politiques »,

TUBERCULOSE

Un nouveau vaccin pour une maladie qui touche des millions de personnes

La conférence mondiale sur la santé respiratoire, qui s'est achevée le 27 octobre à La Haye, aux Pays-Bas, a été marquée par l'annonce de plusieurs avancées dans la lutte contre la pathologie.

Voici un tour d'horizon de l'évolution de la manière dont médecins et humanitaires s'attaquent à la maladie infectieuse la plus meurtrière au monde - 1,7 million de personnes en 2017, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Certaines souches de tuberculose - une infection pulmonaire grave, transmise par voie aérienne, qui peut se propager au cerveau - se sont révélées particulièrement résistantes aux antibiotiques.

Une équipe de médecins en Biélorussie (l'un des pays où le taux de tuberculose multirésistante est le plus élevé) a traité pendant plusieurs mois des patients avec un nouveau traitement contre la tuberculose résistante aux antibiotiques, la bedaquiline, combiné à d'autres antibiotiques.

Le taux de succès de l'étude biélorusse (93%) a pu être répliqué au cours d'autres essais cliniques sur la

bedaquiline en Europe de l'est, en Afrique et en Asie du sud-est. La bedaquiline « change complètement la donne », selon des experts, remplaçant des mois de traitements douloureux et souvent inefficaces.

D'importants progrès ont été réalisés dans le domaine de la prévention, avec la mise au point d'un nouveau vaccin contre la tuberculose, le premier depuis près d'un siècle.

GlaxoSmithKline a démontré, lors d'un essai dans trois pays africains, que son vaccin avait une efficacité de 54% chez des sujets atteints de tuberculose mais qui n'ont pas encore développé la maladie.

« *Un tel niveau d'efficacité pourrait vraiment avoir un impact sur la santé mondiale* », a déclaré Marie-Ange Demoitie, qui dirige le développement du vaccin pour GSK.

Des scientifiques ont dévoilé, le 25 oc-

tobre, un nouveau test révolutionnaire pour détecter la tuberculose chez les enfants qui, d'après eux, pourrait éviter chaque année des centaines de milliers de cas.

Une équipe internationale basée à la fondation pour la tuberculose KNCV, à La Haye, a mis au point un moyen simple pour tester les échantillons de selles des enfants de moins de 5 ans.

Cette méthode, qui peut être pratiquée dans des régions isolées, devrait se substituer à l'actuelle, une méthode invasive et habituellement réservée aux grands hôpitaux.

Selon les estimations, deux cent quarante mille enfants meurent de la tuberculose chaque année. La maladie est curable et rarement mortelle pour les enfants si elle est diagnostiquée à temps. L'absence de traitement est la cause de près de 90% des décès chez l'enfant.

Une approche novatrice pour traiter les enfants à risque a connu un succès remarquable dans quatre pays africains. L'Union internationale contre la tuberculose et les maladies respiratoires a mené une étude sur les enfants de moins de 5 ans vivant dans un foyer où au moins un adulte a été diagnostiqué comme atteint par la maladie.

Ceux chez qui la tuberculose n'était pas active - la bactérie est latente chez environ un quart des humains - ont reçu un traitement préventif pendant trois mois, soit la moitié de la durée du traitement actuel. Sur les quelque deux mille enfants traités, 92% l'ont été avec succès.

L'OMS va organiser, du 30 octobre au 1^{er} novembre, la première Conférence mondiale sur la pollution de l'air et la santé, à Genève. Les scientifiques présents à La Haye ont exhorté les Etats à considérer la pollution atmosphérique

comme une urgence de santé publique : 90 % de la population mondiale respire de l'air pollué.

« *Six millions de personnes meurent chaque année à cause de la mauvaise qualité de l'air* », a déclaré Neil Schluger, conseiller scientifique chez Vital Strategies, une organisation affiliée à l'Union internationale contre la tuberculose et les maladies respiratoires.

« *Chaque jour, les médecins voient les méfaits de la pollution de l'air - des patients souffrant d'asthme aigu, de crises cardiaques, d'accidents vasculaires cérébraux... Pourtant, trop de gouvernements échouent à traiter ce problème comme une véritable crise de santé publique. Nous devons nous mobiliser parce que le problème s'aggrave et qu'il est urgent d'agir* », a-t-il ajouté.

Nestor N'Gampoula et l'AFP

DÉFENSE

Le Congo et l'Union européenne envisagent de renforcer leur coopération

La question a été évoquée lors de l'entretien, le 26 octobre à Brazzaville, entre le ministre de la Défense nationale, Charles Richard Mondjo, et le chef de la délégation de l'Union européenne (UE) au Congo, Raul Mateus Paula.



Charles Richard Mondjo et Raul Mateus Paula, au centre

Les discussions entre les deux personnalités ont porté sur les pistes de coopération qui peuvent être menées en République du Congo, notamment sur les questions liées à la mobilisation et la réinsertion des ex-combattants. Par ailleurs, concernant l'Ecole génie travaux, le chef de la délégation de l'UE au Congo a déclaré qu'un point sera fait à propos avec le ministre de la Défense nationale et voir comment la soutenir davantage. « J'étais très impressionné de voir que c'est une école qui reçoit des élèves de dix-sept ou dix-huit pays africains, qu'elle forme sur les métiers du génie travaux. Nous avons, par le passé, accordé des subventions à cette école ; ça me paraît très important de la soutenir », a-t-il renchéri.

Raul Mateus Paula a également parlé des actions à mener dans le domaine de la paix et la sécurité en Afrique centrale, en général, et naturellement sur le rôle pivot que joue la République du Congo dans la stabilité de celle-ci.

Au regard des consultations prévues, Charles Richard Mondjo et Raul Mateus Paula ont convenu de se revoir afin de poursuivre les discussions en vue de renforcer la coopération entre les deux parties.

Guillaume Ondzé

RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Vers la certification de la filière Moringa au Congo

Le protocole d'accord signé le 26 octobre entre l'Institut national de recherche forestière (IRF) et le Groupement d'intérêt économique (GIE) Ohada, en présence du ministre de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique, Martin Parfait Aimé Coussoud-Mavougou, vise à développer la filière Moringa dans le pays

Fixant les termes de collaboration scientifique et technique entre les deux parties, cet accord de partenariat concerne les sept instituts opérationnels du ministère en charge de la Recherche scientifique. Il s'agit notamment de l'Agence nationale de valorisation de la recherche (Anvar), l'Institut national de recherche en sciences exactes et naturelles (IRSEN), le Centre de recherche et d'études en sciences sociales et humaines (Cressh) et l'Institut national de recherche agronomique, et bien entendu l'IRF.

Le but étant de développer la filière Moringa oleifera Lam (Moringaceae) au Congo à travers des appuis, des échanges et accompagnements dans divers axes. Il s'agit, entre autres, de l'état des lieux de la plante ; la création et l'animation d'un centre incubateur de projets ; la production, les analyses ; la transformation ; la commercialisation, la formation et l'encadrement des producteurs, transformateurs et promoteurs.

Selon le directeur de l'IRF, Victor Kimpouni, qui a signé l'accord et vanté les qualités du Moringa, ce protocole d'accord vient régler les problèmes inhérents à la vie des populations congolaises. « Le Moringa est une plante introduite au Congo, dotée de vertus médicinales et alimen-



Échange des parapheurs entre Victor Kimpouni et Marguerite Homb/Photo Telex

taires très importantes. Derrière ces éléments, nous avons toute la cosmétique, la chaîne de valeur cosmétique comme les produits de beauté qui sont faits sur la base de cette plante. Nous voulons qu'à compter de ce jour, les ONG, la recherche se mettent ensemble pour donner une plus-value à cette plante », a-t-il fait savoir, soulignant la nécessité pour la population de s'approprier des techniques à mettre en place.

Un grand jour pour le GIE Pour la présidente du conseil d'administration du GIE « Chaîne de valeur Moringa », Marguerite Homb, cet accord augure des lendemains meilleurs pour cette ONG qui ne travaillera plus seule et de façon isolée. « Jusqu'ici, nous produisons et valorisons le Moringa, mais il n'y a pas de contrôle de qualité. Si l'on veut vendre le Moringa à l'extérieur, si on a des partenaires, il ne pourra pas passer. C'est aujourd'hui le grand jour où la recherche scientifique va travailler avec nous pour aller faire le contrôle de qualité, les normes de

production. Par exemple, la certification des semences, nous ne l'avons pas, nous avons du tout venant, on vous fournit des semences sans les certifier », a expliqué celle qui fait la promotion de cette plante depuis des décennies au Congo.

Elle s'est, par ailleurs, félicitée, de ce partenariat qui va leur ouvrir, sans doute, les portes du marché international, car il permettra aux produits du GIE d'avoir le label et une certification avec des normes contrôlées. « C'est un grand jour pour nous parce que désormais nous aurons la capacité de mettre un produit de qualité sur le marché, cela peut traverser les frontières, surtout que maintenant on parle de l'AGO où il faut envoyer le produit. Le Moringa est éligible mais c'est un marché exigeant. Sans la recherche, nous ne pouvons pas vendre, nous ne pouvons pas certifier ce que nous faisons est bon. Aujourd'hui c'est parti, nous allons le faire », a assuré Marguerite Homb.

Parfait Wilfried Douniama

PROJET LISUNGI

Plus d'un milliard FCFA pour payer les bénéficiaires

La ministre des Affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité, Antoinette Dinga-Dzondo, a supervisé, le 26 octobre à Brazzaville, les opérations de relance de paiements des allocations à 9 287 ménages pauvres.

Six mois après le paiement d'avril dernier, les ménages vulnérables bénéficiaires des prestations du projet Lisungi vont percevoir leur dû jusqu'au 23 novembre. En effet, ils sont au total 9 287 ménages identifiés dans toutes les zones d'intervention du projet, notamment à Brazzaville (Makélékélé, Baongo, Mougali, Talangai, Mfilou, Madibou et Djiri) ; Pointe-Noire (Mvou Mvou et Loandjili) ; Cuvette (Oyo et Makoua) ; Plateaux (Ngo et Gamboma) ; Niari (Dolisie I et II) ; Pool (Nganga-Lingolo).

Ainsi, les ménages des zones pilotes comme ceux de Makélékélé, Baongo, Mougali, Talangai, Makoua, Oyo et Mvou Mvou perçoivent un trimestre d'allocation. Par contre, ceux des zones d'extension identifiés à Mfilou, Madibou, Djiri, Dolisie, Nganga-Lingolo, Loandjili, Ngo et Gamboma auront droit à deux trimestres. Le tout pour une bagatelle de 1 067 800 000 FCFA, mobilisé par le gouvernement, avec l'appui financier de la Banque mondiale (BM) et de l'Agence française de développement (AFD).

Le directeur de l'AFD, Lionel Cafferi, qui a accompagné la ministre en charge des actions sociales sur le terrain, a rappelé que son institution soutenait le gouvernement du Congo dans un certain nombre de projets promouvant les actions sociales depuis plusieurs années. C'est

ainsi qu'il s'est félicité de l'organisation d'une politique sectorielle avec un ensemble d'actions extrêmement cohérentes. « Le projet Lisungi est au cœur de ce dispositif. Pour les plus vulnérables aujourd'hui, la

situation économique que nous vivons au Congo fait que nombre de personnes sont encore en situation un peu difficile et il est important de ne pas les laisser sur le bord du chemin », a-t-il reconnu, espérant

que ce projet offre la possibilité aux vulnérables de pouvoir bénéficier d'un socle de protection sociale.

Lionel Cafferi a, par ailleurs, indiqué que l'AFD contribuait à ce projet à hauteur de plus de 2,5 milliards FCFA

pour permettre à environ quatre mille trois cents ménages de bénéficier du socle de protection minimale. Le financement prévu par l'AFD est d'apayer ces familles pendant deux ans à compter des deux trimestres de rattrapage de 2018 jusqu'à la fin 2019. La ministre Antoinette Dinga-Dzondo a supervisé l'opération à la Grande poste. Elle s'est réjouie du fait que la contrepartie du gouvernement a été pour le moment écartée. En effet, le projet a connu deux ans d'arrêt de paiement suite au non-versement de la contrepartie congolaise. « Nos partenaires ont accepté d'être flexibles pour permettre que nous reprenions les paiements. Pour l'instant, la contribution de l'AFD est sans contrepartie, nous avons eu un financement additionnel de la Banque mondiale qui est également sans contrepartie », a-t-elle rappelé.

La ministre des Affaires sociales a enfin assuré que malgré le fait que le premier financement avait une contrepartie, la BM a accepté de reprendre les paiements en attendant que cette question soit résolue.

Notons que le projet Lisungi a démarré en janvier 2015, prévoyant de verser de 2018 à 2019, huit trimestres d'allocations aux ménages bénéficiaires, soit quatre paiements l'an.

P.W.D.



La ministre s'adressant aux bénéficiaires/Adiac

OPPOSITION CONGOLAISE

Guy-Brice Parfait Kolélas demande la mise en place d'un socle commun

Le président de l'Union des démocrates humanistes Yuki (UDH-Yuki) a lancé son appel, le 27 octobre à Brazzaville, patronnant la cérémonie de la sortie officielle des organisations spécialisées de sa formation politique.

L'opposition congolaise, selon Guy-Brice Parfait Kolélas, doit prouver face à la majorité politique actuelle qu'elle est une alternative crédible. Aussi-a-t-il suggéré que soit mis un terme aux querelles inutiles, appelant plutôt à la mobilisation des bases militantes respectives pour les mettre en ordre de bataille. « Ici et maintenant, je suggère à toute l'opposition congolaise, par-delà ce qui nous divise, de nous rassembler, pour entrevoir la possibilité d'initier un corpus politique, visant à obtenir un dialogue national inclusif. C'est à l'aune de cela, que le peuple congolais pourra apprécier la crédibilité de l'opposition congolaise dans toute sa globalité. L'opposition politique congolaise doit présenter au peuple congolais un projet politique alternatif », a déclaré le président de l'UDH-Yuki.

« Ici et maintenant, je suggère à toute l'opposition congolaise, par-delà ce qui nous divise, de nous rassembler, pour entrevoir la possibilité d'initier un corpus

politique, visant à obtenir un dialogue national inclusif. C'est à l'aune de cela, que le peuple congolais pourra apprécier la crédibilité de l'opposition congolaise dans toute sa globalité. L'opposition politique congolaise doit présenter au peuple congolais un projet politique alternatif »,

Rassurer les consciences, faire taire les peurs et bannir la haine ainsi que la colère des cœurs, mettre au centre des pratiques politiques le pardon sans cependant oublier, etc., c'est à cela que Guy-Brice Parfait Kolélas a invité ses pairs de l'opposition.

« L'essentiel aujourd'hui, c'est le Congo, notre pays qu'il faut sauver et à cela, il a besoin d'un autre leadership. Ne pas le dire, c'est faire preuve d'un fanatisme politique exaspérant qui condamne nos enfants à un exil économique et social outre Atlantique et aussi à des actes inciviques. Reconnaitre



Des militants de l'UDH-Yuki (Crédit photo Adiax)

cela et le dire, ce n'est pas faire injure à qui que ce soit mais faire preuve de réalisme. Pour sauver le Congo, il faut signer un nouveau contrat social avec le peuple, la société civile et les politiques. Et pour cela, il faut organiser un dialogue national inclusif. Les Congolais doivent se parler et trouver définitivement des solutions durables aux maux qui minent le pays »? a-t-il renchéri. Guy-Brice Parfait Kolélas

a réitéré son appel au président de la République ainsi qu'à toutes les autres forces politiques qui pensent reconstruire autrement le pays pour que soit convoqué un dialogue national inclusif, seule voie de salut et de renouveau pour le Congo, a-t-il signifié. Le même appel a été adressé également aux amis du Congo afin de l'aider dans ce sens. Enfin, aux dirigeants des organisations de son parti mises en place, notamment l'OSJD, OFDH,

OSDH et la Musa, le président de l'UDH-Yuki les a exhortés à beaucoup de courage, indiquant que les enjeux et les défis politiques sont immenses.

« Sur le chemin politique que vous allez suivre, vous serez calomniés, traités de tous les noms ; ne vous laissez pas distraire, tenez bon et ne perdez pas de vue notre objectif politique, le Congo », a-t-il conclu.

Jean Jacques Koubemba

LE FAIT DU JOUR

Huis clos

Des huis clos, il n'en ressort souvent que très peu de choses. Il n'est cependant pas interdit de penser qu'en réalité y sont abordées des questions qui préoccupent le commun des mortels. Ils sont convoqués dans le cadre d'associations partisanes ou non mais le tout est d'obtenir que des approches de solution aux sujets de fond qui les animent soient étudiées beaucoup plus calmement que dans le brouhaha des réunions publiques.

Le 18 octobre, le Premier ministre, Clément Mouamba, a ainsi accommodé le sien avec les parlementaires de la majorité présidentielle. Rappelons qu'au terme des élections législatives et sénatoriales de l'année dernière, cette famille politique avait remporté l'essentiel des sièges à pourvoir dans les deux chambres du parlement, l'Assemblée nationale et le Sénat. En principe, elle n'a pas de souci à se faire sur la stabilité de ses groupes au sein de ces institutions où elle détient partout la majorité absolue. Et si l'on y ajoute des indépendants qui globalement

ne l'enquiquinent pas, tout va bien.

Il y a pourtant un constat posé par cet huis clos que le chef du gouvernement a relayé lorsqu'il s'en est ouvert à la presse au sortir de celui-ci : « Le gouvernement ne communique pas assez », lui auraient répété ses interlocuteurs. A la vérité oui, et Clément Mouamba l'a aussi reconnu. Il a déclaré prendre bonne note de cette sorte de « remontrance » en famille qui n'en demeure pas moins une alerte sonnée par la majorité parlementaire. En cette période de crise, communiquer davantage pourrait aider à décanter un certain nombre de situations même s'il existe des limites à ne pas entendre que « ventre affamé n'a point d'oreille ».

Pour ce qui est de la gouvernance publique, à la vérité, il ne saurait être question de se limiter aux battements des cœurs affamés. Il est impérieux de toujours exposer les moindres efforts de l'exécutif, certainement pas à tout-va mais dans une stratégie d'ensemble grâce à laquelle les citoyens se savent pris en

charge et en même temps surveillés dans leur façon de remplir leurs tâches, si pas pour cela tenus au collet. La petite contrepartie que peut constituer le dénouement d'un problème latent, le retard que peut prendre la résolution d'un autre qui attire l'attention méritent d'être expliqués, disons, à qui veut l'entendre.

Avouons, néanmoins, que pour y parvenir, la majorité présidentielle a intérêt à briller par la cohésion, au gouvernement de montrer qu'au-delà des réunions du cabinet et des conseils des ministres, ceux et celles qui le composent, tout en respectant les missions de chacun et de chacune, subliment leur rôle de grands serviteurs de l'Etat. Appréciations, par exemple, la teneur des informations contenues dans cette explication du Premier ministre devant la presse après le huis clos : « Nous sommes revenus également sur nos rapports avec le FMI qui s'effectuent dans des conditions responsables. Nous pensons que cet accord sera signé dans de brefs délais, car le travail se fait. J'ai aussi dit aux parlementaires

que concernant la dette avec les traders, les pourparlers se poursuivent. Sur ce point, nous avons pris l'option de vendre du pétrole nous-mêmes et mettre cet argent dans un compte séquestré à la Banque centrale ».

Bravo ! pourrait-on dire car le peuple a un sacré besoin d'en savoir un peu plus sur les missions que son gouvernement accomplit au jour le jour. Cela lui permet de continuer à espérer et aussi de savoir compter sur la volonté des dirigeants à surmonter les difficultés conjoncturelles auxquelles le pays est confronté.

Au fait, ce siècle-ci, le XXI, considéré comme celui de la communication, dire et redire sont comme autrefois des armes du management de la Cité. Nos aïeux l'avaient bien compris depuis pour ne pas nous empêcher de les citer au travers de cette maxime : « Quand on n'a pas la langue légère, ce que l'on propose à la vente pourrit ». Bien sûr, on doit pouvoir communiquer à bon escient.

Gankama N'Siah

COMMÉMORATION

Universal Sanza d'Ano va honorer son fondateur

L'hommage à Séraphin Goteni dit Gotar, rappelé à Dieu il y a cinq ans, est prévu en février 2019, au cours d'une soirée à Brazzaville. Le groupe se prépare déjà pour la réussite de cette fête en l'honneur de son créateur.

Le notable Keim Oboura, président du groupe Universal sanza d'Antoine Ndinga Oba (Sanza d'Ano) a annoncé aux *Dépêches de Brazzaville* que depuis la disparition de Séraphin Goteni dit Gotar, ils n'ont jamais parlé de lui. Alors qu'en sa qualité de fondateur de l'orchestre Sanza d'Ano, il a droit à un hommage digne. Ce qui explique, a-t-il dit, l'organisation de la soirée prévue en février 2019.

« Séraphin Goteni dit Gotar m'avait beaucoup aimé. Il n'était pourtant pas dans des associations folkloriques ou tradi modernes mais il s'est intéressé à cet instrument la sanza. Il est parmi les premiers à avoir le capital de son dans la sanza. Et depuis lors, il est resté lié à la tradition. S'il n'était pas mort, le groupe Universal sanza d'Ano serait très loin. Je ne peux pas être ingrat vis-à-vis de sa personne, c'est la raison pour laquelle, je vais entrer en contact avec ses parents pour que nous organisons cette soirée avec réussite », a déclaré le notable Keim Oboura.



Séraphin Goteni dit Gotar était professeur de Chimie à l'université Marien-Ngouabi. Il avait

trouvé la mort en 2013 des suites d'un accident de circulation sur la route nationale 2, à la hauteur de la montagne «Ekoti ya monseigneur», entre

la rivière Léfini et le village Et-souali.

Bruno Okokana

NÉCROLOGIE

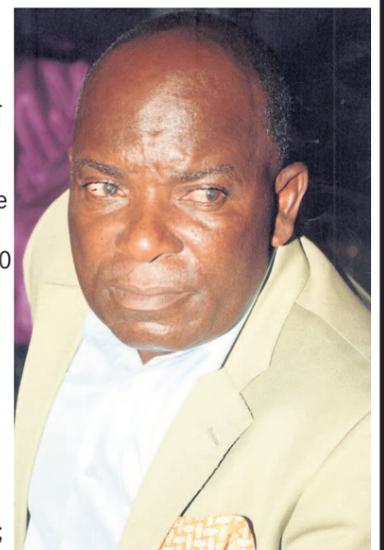
Les enfants Morlende ont le regret d'annoncer aux parents, amis et connaissances, le décès de leur père, le général de division



Jean Jacques Morlende Ayaogningat, survenu le 15 octobre 2018, à 18h30 à Paris (France) des suites d'une longue maladie. La veillée mortuaire se tient au n° 4, rue Tsiémé, Nkombo (vers le marché). La date d'inhumation sera communiquée ultérieurement.

Basile Oba, agent des Dépêches de Brazzaville, Henry Ndongo, Zuzane Ndongo et Marceline Ndongo ont le regret d'annoncer aux parents, amis et connaissances du décès, récemment, à Paris (France) de leur grand-frère Yves Gaston Mbonga.

L'inhumation aura lieu le mardi 30 octobre 2018 d'après le programme suivant :
-8h00 : levée de corps à la morgue municipale ;
-10h00 : recueillement au domicile familial (quartier la Bledé, arrêt garage) ;
-11h00 : messe de requiem en l'église Sainte-Marie de Ouenzé ;
-14h00 : départ pour le cimetière Bouka ;
16h00 : fin de cérémonie.



AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N°009-SC/MASAH/PL-SFS/UGP-18

RECRUTEMENT DES ASSOCIATIONS LOCALES CHARGÉES DE L'ACCOMPAGNEMENT DES MÉNAGES PORTEURS DE MICROPROJETS

1. Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu de l'Association Internationale de Développement (IDA) de la Banque Mondiale un crédit pour financer le programme LISUNGI-Système de filets sociaux, et à l'intention d'utiliser une partie du montant de ce crédit pour effectuer des paiements au titre du marché suivant : Recrutement des associations locales chargées de l'accompagnement des ménages porteurs de microprojets.

2. Les services de consultants comprennent le recrutement de trois (03) associations locales chargées de l'encadrement des bénéficiaires du programme Activités Génératrices de Revenus (AGR) et des cash transferts, dans le cadre du respect des conditionnalités. Les associations seront recrutées selon les trois (03) lots suivants :

Lot 1 : Recrutement d'une association locale pour le suivi, l'encadrement et l'accompagnement des bénéficiaires du programme AGR et des cash transferts de la zone nord (Oyo, Makoua, Ngo et Gamboma) ;

Lot 2 : Recrutement d'une association locale pour le suivi, l'encadrement et l'accompagnement des bénéficiaires du programme AGR et des cash transferts de Brazzaville centre (Makélékélé, Bacongo, Mougali, Talangaï, Mfilou, Madibou, Djiri, Nganga lingolo) ;

Lot 3 : Recrutement d'une association locale pour le suivi, l'encadrement et l'accompagnement des bénéficiaires du programme AGR et des cash transferts de la zone sud (Dolisie 1, Dolisie 2, Mvoumvou, Loandjili).

3. Le projet Lisungi invite les associations admissibles à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les Consultants intéressés doivent fournir les informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et une expérience pertinente pour l'exécution des Services.

4. La sélection des consultants se fera par lot. Les consultants peuvent soumissionner pour un ou plusieurs lots, selon leurs capacités d'intervention, moyennant présentation des personnels clés différents pour chaque lot. Seules les consultants (ASLO) classés premiers sur chaque lot seront invités à présenter une offre technique et financière.

5. Qualifications

Les ASLO doivent être des ONG et associations de développement enregistrées, reconnues par le Ministère de l'Intérieur, installées ou connaissant très bien la zone d'intervention et ayant une expérience dans l'appui conseil au développement des AGRs portés par des groupes vulnérables (les personnes ou familles pauvres ou vulnérables).

Les critères pour l'établissement de la liste restreinte sont :

- avoir réalisé au moins cinq (5) prestations similaires ;
- avoir une expérience de sept (7) ans au moins dans la gestion des projets et/ou programmes financés par la Banque Mondiale ou d'autres bailleurs internationaux ;
- avoir une bonne connaissance des zones couvertes par le projet ;

6. Le personnel clé du consultant sera composé d'experts ayant au minimum les compétences suivantes :

Poste	Niveau de qualification	Tâches
Spécialiste mobilisation et action sociale Chef de mission	Bac + 5 en sciences sociales, sciences humaines ou toutes disciplines affiliées - avoir une expérience professionnelle d'au moins 7 ans dans le management des projets de développement communautaire ; - justifier d'une expérience pratique dans l'encadrement des communautés ; - avoir une expérience dans la mobilisation des groupes vulnérables ;	- Campagne de sensibilisation et de mobilisation auprès des ménages et C4D/CCC ; - Enquête sociodémographique ; - Appui psychologique et développement personnel - Encadrement et formation des REBECAT et des ménages ; - Suivi des conditionnalités ; - Formation sur le suivi des conditionnalités santé
Socio économiste	- Bac+3 en économie, finance, démographie, statistique ou toutes autres disciplines affiliées ; - Avoir une expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans l'élaboration des diagnostics territoriaux, le développement, le suivi des microprojets et l'encadrement des porteurs de projet	- Diagnostic territorial ; - Identification, montage et suivi des projets ; - Evaluation de l'exécution du projet et de la situation socioéconomique des ménages.
Technicien du secteur agricole	- Bac+3 en agronomie ou domaine connexe ; - 5 ans d'expérience dans le montage, l'encadrement des projets agricoles conduits par les communautés	- Assistance technique et appui conseil sur les microprojets agricoles
Spécialiste en éducation	- Bac+3 dans les domaines en lien avec le secteur primaire et tertiaire avec 05 ans d'expérience dans l'encadrement	- Evaluation des besoins en formation - Accompagnement socioprofessionnelle

-proposer une stratégie d'intervention efficace et efficiente impliquant notamment les travailleurs sociaux des CAS de manière à minimiser les coûts d'intervention.

7. Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes à la sélection fondée sur les Qualifications des Consultants (QC) des « Directives, sélection et emploi des consultants par les emprunteurs de la Banque Mondiale, dans le cadre des prêts de la BIRD et des crédits et dons de l'AID », édition octobre 2011, version révisée de juillet 2014.

8. Les dossiers de candidature (lettre de motivation, CV du personnel clé, diplômes, certificats de travail, ou tout autre document justifiant l'expérience, références concernant l'exécution de missions analogues, etc.) sont à déposer au plus tard le 09 novembre 2018 aux adresses ci-dessous, sous pli fermé et portant la mention « Avis à manifestation d'intérêt n°009-SC/MASAH/PL-SFS/UP-18, relatif au recrutement des associations locales chargées de l'accompagnement des ménages porteurs de microprojets ».

9. Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires au siège du Projet LISUNGI-Système de filets sociaux, sis Forêt de la patte d'oie, derrière le Tennis club, Brazzaville (République du Congo). Tél : 00242 06 664 49 19 / 00242 05 526 52 96 ; E-mail : lisungiprojet@gmail.com.

Fait à Brazzaville, le 24 octobre 2018
Le Coordonnateur
Alfred Constant KIAKOUAMA

FINANCES PUBLIQUES

Le Congo actualise son modèle de prévision macroéconomique

Le nouveau dispositif de suivi des statistiques macro-économiques et sectorielles que projette d'instaurer l'exécutif repose sur une architecture informatique EvIEWS et Excel.

Le format expérimenté présente des avantages liés à la procédure de ré-estimation des "élasticités" du modèle qui est automatisée ; à la lecture et la modification des relations du modèle devenues faciles et transparentes ; à l'interface du modèle qui facilite la compréhension et oriente ses utilisateurs.

Sa validation constitue une avancée en matière d'élaboration de la loi de finances au Congo. Car l'ancien modèle de prévision, le Mac-Congo, a été fustigé par les experts et les institutions de Brotton Woods, en raison de sa complexité. C'est ainsi qu'une mission du Centre régional d'assistance technique du Fonds monétaire international (Afrítac centre) a séjourné, du 1er au 12 octobre, à Brazzaville, pour faciliter la transition vers le modèle EvIEWS et Excel.

Dans leurs conclusions qu'ils ont publiées le 23 octobre, les experts ont



Les participants à la formation sur la gestion des risques budgétaires / Adiac

insisté sur la nécessité de concevoir un système plus performant et fiable. « L'équipe a opté pour la migration du modèle vers l'environnement EvIEWS

avec une interface Excel », a confié le conseiller en gestion macro-budgétaire à Afrítac, Séverin Yves Kamgna.

Le chef de mission de l'Afrítac centre a

critiqué, lui-aussi, le manque de manuel et du guide d'utilisateur du Mac-Congo et l'appel constant aux consultants extérieurs pour l'actualisation du fichier. Malgré que celui-ci permettait surtout d'estimer des différents comptes et agrégats macroéconomiques, à savoir les comptes du secteur réels, le tableau des opérations financières de l'Etat, la balance des paiements y compris la situation monétaire.

Enfin, les partenaires dont le centre régional d'assistance technique du FMI, se sont engagés à accompagner le pays durant les trois prochaines années afin de vulgariser le nouveau modèle. Un comité de suivi-évaluation assuré par l'Afrítac facilitera la révision des nomenclatures des comptes publics, l'élaboration du modèle de la dette et la poursuite des équations économétriques en vue d'un meilleur taux de croissance démographique.

Fiacre Kombo

MUSIQUE

Djason philosophe réussit son grand retour à l'IFC

Le concert conceptuel multicolore donné par l'artiste musicien dit the Winner et son groupe Super Nkolo Mboka, le week-end dernier, a été vivement salué par le public venu nombreux.

El Caliente Djason philosophe a mis en exergue son nouveau style de musique «Multicolore» au profit de ses fans et autres amoureux de la musique, au cours du concert qui a marqué son grand retour dans la grande salle de l'Institut français du Congo (IFC), après son grand passage en 2006.

Comme il l'avait promis, Djason philosophe the Winner a offert aux Brazzavillois qui aiment la musique et l'accompagnent de découvrir sa richesse à travers ce concert multicolore. Il a interprété tour à tour non seulement les chansons des albums précédents, telles que «Andrea», «Okoulole», «Kingem», «Piladjambou», «Pêcheur mundélé», «La samba de Congo», «La salsa del Congo» (pour honorer les Latinos) et «Opai» (pour mettre le public dans le chaud) mais aussi de son opus «Multicolor», du nouvel album de son nouveau style musical, à savoir «Rumba na piste», «Envoûtement» (des titres déjà en vente en ligne) de même que la chanson «Efandza Ntéké» (qui fait la une de la chronique musicale et évoque l'alliance culturelle entre les deux Congo séparés par le deuxième fleuve le plus puissant au monde).



Djason philosophe et son Super Nkolo Mboka sur scène (Adiac)

Si les artistes musiciens Boloko, Ossibi, Chawarma... ont montré au public combien ils savent le mettre

en haleine à travers leurs voix angéliques, le fluto-saxo Destino n'est pas resté en marge. Il a arraché les

applaudissements du public à travers la chanson «Indépendance Tcha-Tcha» de Grand Kallé que l'orchestre a interprétée.

Une autre particularité de ce concert, en dehors de son caractère multicolore, a été la montée sur scène des sapeurs, à travers la chanson de Papa Wemba fidèlement interprétée par le musicien Boloko. Ces derniers, vêtus tels qu'ils savent le faire, ont dandiné sur le podium de l'IFC.

À l'issue de ce concert, l'artiste a remercié l'organisateur. « Je remercie l'IFC qui a cru en nous, en nous accompagnant pour ce spectacle multicolore. Je remercie aussi tout le public qui est venu nombreux nous soutenir en dépit de la période critique (crise), sans oublier RH couture. » Le groupe Super Nkolo Mboka est attendu à Kinshasa dans les jours à venir pour le lancement de «Multicolor».

Bruno Okokana

« Je remercie l'IFC qui a cru en nous, en nous accompagnant pour ce spectacle multicolore. Je remercie aussi tout le public qui est venu nombreux nous soutenir en dépit de la période critique (crise), sans oublier RH couture. »

HUMEUR

Quand une race de « menteurs » alimente négativement des causeries publiques !

Dans des transports en commun, débits de boisson, marchés, quartiers ou administrations tant publiques que privées, bref sur des places publiques, des mensonges de tous genres sont débités ces jours-ci par certaines personnes. On entend dire, par exemple, que le pays serait en train de s'acheminer vers des mesures d'ajustement structurel ; qu'il serait au seuil de la deuxième dévaluation du franc CFA...

Ces mensonges, disons-mieux ces fausses informations, rencontrent le plus souvent des oreilles attentives de certains compatriotes qui ont pris la mauvaise habitude de prêter plus attention aux ragots qu'aux informations vraies. Et si rien n'est fait pour mettre fin à cela, c'est la conscience collective qui prendrait un coup ou qui se trouverait désabusée. Ces gens-là, véritables « désorientateurs » de l'opinion nationale, se frottent toujours les mains sans aucune gêne quand ils déversent de tels propos déstabilisateurs pour leur pays. Quand vous leur posez la question sur l'authenticité de leurs propos, certains vous renvoient au compte rendu du dernier conseil des ministres tenu le 6 octobre. Pour eux, la liste des absentéistes de certaines administrations, publiée par le gouvernement, serait une manifestation de sa colère et c'est l'arbre qui cache la forêt car les faits sont ailleurs. Or, l'opinion nationale voire même internationale est bien consciente du combat que l'exécutif a engagé contre les antivaleurs pour rompre avec l'absentéisme, la corruption, la concussion, la fraude, le détournement des biens publics, etc. Mais pour ces amuseurs publics, les noms cités seraient la traduction de l'impasse des négociations entre le Fonds monétaire international et le pays. Une impasse qui conduirait à l'ajustement structurel et/ou à la deuxième dévaluation du franc CFA.

Le terme rupture voudrait-il dire dévaluation du franc CFA ou ajustement structurel ? Et la rumeur prend de plus en plus de l'espace, à défaut d'une réaction des spécialistes de ces questions, notamment les politiques et les économistes qui laissent libres cours aux fake news dans les réseaux sociaux. Quelles grossièretés si cela reste sans fondement objectif !

Ce billet d'humeur n'est qu'un constat mais amer, des comportements de certains concitoyens prêts à dire toutes les méchancetés sur le pays pour le tirer vers le bas, au lieu de lui souhaiter un futur agréable. Quand on milite à salir coûte que coûte son propre pays, on s'apparenterait à ce serpent qui se meurt la queue. A bon entendeur salut !

Faustin Akono

CRIMINALITÉ DANS LA VILLE OCÉANE

Vingt malfaiteurs présentés à la presse

En majorité jeunes et de nationalité congolaise, les présumés coupables ont été présentés le 26 octobre par les services de police judiciaire des départements de Pointe-Noire et du Kouilou.

Les services de police ont indiqué que les hors la loi arrêtés appartiennent à diverses bandes criminelles qui opèrent à travers les quartiers de Pointe-Noire, dont les groupes Boom à l'étranger, les Américains, les Arabes et autres. Ils sont présumés coupables de plusieurs infractions, à savoir le vol de divers biens de valeur et d'importantes sommes d'argent appartenant à autrui, le vol à mains armées, le viol en série, la violence et voie de fait à l'endroit d'un enfant âgé de 5 ans, la séquestration de mineur, etc.

Parmi ces bandits figurent Dany Grâce Mbougou Matondo Mouyabi alias agent blendé, Pouena Mampassi alias Dada, Kiakanou Ondélé alias Capo, Borel Itoua (de nationalité centrafricaine), Rivel Ngapaka et Rody Mpelé.

Parmi ces bandits figurent Dany Grâce Mbougou Matondo Mouyabi alias agent blendé, Pouena Mampassi alias Dada, Kiakanou Ondélé alias Capo, Borel Itoua (de nationalité centrafricaine), Rivel Ngapaka et Rody Mpelé.

Interrogés par la presse, Dany Grâce Mbougou Matondo Mouyabi et Rivel Ngapaka, respectivement interpellés pour meurtre, violence et voie de fait sur mineur, ont reconnu chacun les faits. « Je suis responsable de certains meurtres de quelques personnes dans la ville, souvent c'est moi qui commandite les combats qui opposent fréquemment les lycéens de Poaty-Bernard à

ceux de Victor-Augagneur » a affirmé Dany Grâce Mbougou Matondo Mouyabi.

Le colonel de police, André Mankassa, chef de service de la police judiciaire au Kouilou et à Pointe-Noire, a invité les habitants de la ville à mieux collaborer avec ses services. «Il n'y a pas de bonne police sans une bonne collaboration avec la population,...»

Le colonel de police, André Mankassa, chef de service de la police judiciaire au Kouilou et à Pointe-Noire, a invité les habitants de la ville à mieux collaborer avec ses services. «Il n'y a pas de bonne police sans une bonne collaboration avec la population, ainsi conformément aux orientations de la hiérarchie en général et celles de la direction départementale de la police au Kouilou et à Pointe-Noire en particulier, les habitants de Pointe-Noire et du Kouilou doivent continuer à avoir confiance aux services de police qui travaillent nuit et jour en vue de veiller à la sécurisation des personnes et de leurs biens dans ces départements » a-t-il rappelé.

Certain de ces malfrats sont des récidivistes et des repris de justice. Les objets volés saisis sont, entre autres, un poste téléviseur, des ordinateurs, des trousseaux de clés, des machettes et des sommes d'argent estimées à trois millions et neuf cent quatre-vingt mille francs CFA.

C'est à la suite d'une pétition formulée par des habitants et des responsables de certains quartiers de la ville que la police a réussi l'interpellation de ces bandits.

Séverin Ibara

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo un acteur économique majeur à vos côtés



* CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Gesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



HÔPITAL GÉNÉRAL ADOLPHE-SICÉ

Des infirmiers outillés pour la prise en charge de l'hypertension artérielle

Le personnel soignant du grand établissement sanitaire de Pointe-Noire a bénéficié, récemment, d'une formation en la matière initiée par la direction générale du Centre hospitalier universitaire (CHU) de Brazzaville, en partenariat avec la Société de cardiologie du Congo (Socarco).

L'hypertension artérielle, élévation de la pression artérielle au-dessus de 140/90mm Hg, ne cesse de faire des victimes dans le pays. Ce qui nécessite de meilleures dispositions pour une prise en charge effective et efficace et des traitements appropriés. D'où, le renforcement des capacités opérationnelles des infirmiers et infirmières de l'hôpital général Adolphe-Sicé.

«Tous les services cliniques de l'hôpital général Adolphe-Sicé sont dotés d'appareils à tension. Pendant cette formation, ces services ont été représentés par un certain nombre d'infirmiers et infirmières », a expliqué Gildas Ngoulbi Ofouma, directeur des affaires médicales de cet hôpital.

Trois semaines après l'activité, les résultats sont visibles d'après lui. « Les participants ont fait une restitution des informations reçues. Nous enregistrons un peu moins de plaintes, ce qui veut dire qu'il y a un impact positif », a-t-il indiqué.

La formation a été initiée en

rapport avec la célébration de la Journée mondiale du cœur. La journée thématique a été placée sous le patronage du Pr Gisèle Kaky Kimbally, présidente de la Socarco, venue de Brazzaville avec sa délégation. L'activité a été axée sur deux thèmes développés par les Drs Paterné Bakekolo et Joseph Makani Basakouahou du CHU portant sur « Les risques de d'hypertension artérielle » et « La prise en charge de l'hypertension artérielle » devenue un véritable problème de santé publique au Congo.

Des rappels ont été faits sur certaines notions, notamment les risques d'hypertension artérielle, les facteurs qui disposent à son apparition (diabète, l'obésité, la consommation excessive de l'alcool, du tabac et des graisses et autres), les signes cliniques qui peuvent faire penser à cette pathologie, les moyens de mesure de l'hypertension artérielle et les conditions de base à respecter pour la mesurer, ses complications depuis le cerveau avec les accidents vasculaires cérébraux en passant par le cœur, les reins et les vaisseaux périphériques.

Les participants ont été édifiés sur les aspects thérapeutiques de la prise en charge de l'hypertension artérielle qui se fait en deux volets. Il s'agit du volet non médicamenteux donc les mesures hygiéno-diététiques ou conseils diététiques (consom-



mer moins d'alcool, de sel et de graisse, pratiquer l'activité physique pendant au moins trente minutes par jour et cinq fois par semaine et arrêter de consommer le tabac) et le volet médicamenteux qui intervient quand le premier volet ne suffit pas.

Il a aussi été rappelé aux infirmiers les chiffres tensionnels qui sont interindividuels et ne doivent pas aller au-delà de 14 et 9. Pour cela, il a été conseillé le respect des conditions de mesure (malade au repos, le contexte de stress, la douleur et autres) et les moyens de diagnostic. Cliniquement, le

malade doit être interrogé pour connaître ses antécédents, son mode de vie, etc. Les exposés ont été soutenus par des évaluations auxquelles se sont illustrés les participants.

Saluant cette initiative qui a permis de les rendre plus aguerris en matière de prise en charge de l'hypertension artérielle, Carine Makengo, une des infirmières, a plaidé la cause des malades hypertendus à vie. « Si le gouvernement pouvait placer aussi les moyens pour que ces personnes hypertendues qui suivent les traitements à vie bénéficient des traitements gratuits, cela se-

« Une vue de la salle lors de la formation / Adiacrait une bonne chose car le plus grand problème pour elles ce sont les ressources financières », a-t-elle signifié.

Raoul Chocolat, directeur général de l'hôpital général Adolphe-Sicé, s'est dit satisfait de cette formation qui va permettre de maximiser le rendement de son personnel, dans le cadre de la prise en charge de l'hypertension artérielle mais aussi d'affermir la coopération interhospitalière. Cette formation s'est déroulée en présence du Dr Arlette Ngouma, chef de service cardiologie du CHU.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA PERSONNE VIVANT AVEC HANDICAP

La troupe théâtrale Handi-arts programme une série d'activités

Le groupe prévoit d'organiser du 1er au 3 décembre, des journées culturelles des personnes vivant avec handicap, à l'espace du trentenaire de CPGOS, à Pointe-Noire.

Les journées envisagées auront pour but de promouvoir l'expression des talents artistiques de la personne handicapée mais aussi de bannir chez lui le complexe d'infériorité en acceptant sa condition physique. Il s'agira pour la personne handicapée de s'exprimer puisque les politiques visant à promouvoir son insertion socioprofessionnelle, en dépit de quelques avancées perceptibles, ont montré leurs limites. Ce qui a pour conséquence sa marginalisation car abandonnée à elle-même, vivant sans soutien sinon par la main tendue et l'aumône des généreux citoyens.

Au nombre des activités prévues à cette occasion, figurent les conférences-débats, concerts, expositions, représentations théâtrales... « La personne vivant avec handicap face à la société » et « L'éthique d'une personne vivant avec handicap » sont les sous-thèmes qui seront développés par des personnes res-



sources qui sont au cœur de la situation de cette couche sociale.

Le groupe musical Handi-musica et le chanteur Antar le lion livreront des concerts. Un défilé de mode

Maya Pouliguen, une comédienne de Handi arts / Adiacmettant en exergue les couturiers et mannequins vivant avec handicap aura également lieu, sans oublier les récitals par les enfants handicapés. Une exposition-vente des produits et

articles artisanaux fabriqués par ces personnes sera organisée pendant les trois jours des journées culturelles. Une collecte de fonds pour soutenir les futurs projets et activités de la troupe théâtrale Handi arts va mettre fin à la série des réjouissances. La troupe théâtrale Handi arts a été créée le 5 août 2000, à Loango, dans le département du Kouilou. Elle mène des coproductions et des activités avec les autres troupes et compagnies de théâtre de la place. Elle a participé au festival des écrivains et arts en 2002, aux journées théâtrales en campagne la même année. Handi arts a pris part en 2003 au festival Stop sida et au festival TECJ, etc.

À l'instar de la direction départementales des Arts et lettres, des Affaires sociales, de la mairie de Pointe-Noire, des associations des personnes vivant avec handicap... qui soutiennent l'initiative, la troupe théâtrale Handi arts espère sur l'adhésion et le support des autres partenaires en vue de garantir la réussite de ces journées culturelles.

Hervé Brice Mampouya

HUMOUR

La onzième édition du festival Tuseo a vécu

Plusieurs humoristes venus des divers horizons ont pris part, du 25 au 27 octobre, au grand rendez-vous du rire de Brazzaville, à l'Institut français du Congo (IFC).

La onzième édition du festival international du rire (Tuseo) a accueilli, entre autres, les artistes Meddy Johnson du Maroc; La Jaguar premier, du Burkina Faso; Henri David Cohen, de France; Rosamary Omorogbe, du Nigeria; Abelle Bowala, de la République démocratique du Congo (RDC); Yann Koko, du Gabon; Kartsym, du Tchad; Thérèse N'Daye, de la Guinée Conakry; Weilfar Kaya, Juste Parfait Menidio, Titus Kosmas, Cerveau magique, Boris, Thales, Tuseo family stand up et Fortuné Bateza, du Congo-Brazzaville.

Dans son mot de circonstance, la promotrice et organisatrice de ce festival, Lauryathe Bikouta, a remercié infiniment l'IFC qui ne cesse d'accompagner Tuseo depuis 2005, soit une année après sa naissance en 2004. S'adressant au public, elle a eu des mots aimables.

« Nous sommes très heureux une fois de plus de vous accueillir en ces lieux, parce que vous êtes un grand partenaire de cet événement. Tuseo veut dire rire, parce qu'on ne vit pas seul, on vit avec les autres. Tuseo, veut dire aussi rassemblons-nous, réunissons-nous. C'est ce que nous faisons chaque année. Cette année, nous avons des artistes qui sont venus de partout et nous

sommes très heureux d'être-là. Nous remercions également tous nos partenaires y compris tous les artistes qui sont venus », a-t-elle déclaré.

Lauryathe Bikouta a profité de l'occasion pour annoncer au public que pour la première fois, Tuseo a accompagné une association de France, dirigée par Mme Carole. Cette association s'appelle "Regards du cœur" et œuvre pour la solidarité sous toutes ses formes avec deux axes essentiels : la scolarisation des enfants et le soutien aux femmes pendant les accouchements. Avant l'ouverture du spectacle, sa présidente a séjourné à Dolisie grâce à Tuseo et l'IFC.

« Ce n'est pas moi que vous êtes venus voir, mais plutôt vos artistes, place alors au spectacle », a-t-elle lancé.

C'est l'artiste musicienne ouest-africaine Valdie Mikamona, très applaudie, qui a ouvert le bal par une excellente prestation.

Charité bien ordonnée commençant par soi-même comme le dit l'adage, le rire à proprement parler a débuté par l'entrée sur scène du duo congolais, Boris et Thales. Ces deux intellos asthmatiques ont galvanisé la salle, avant que le comédien nigérian, Charlie Poetry, n'appuie sur l'accélérateur



Sur scène Lauryathe Bikouta (au milieu), Marie Audigier, directrice déléguée de l'IFC (à sa gauche) et Mme Carole, présidente de l'association Regards du cœur (à sa droite)

avec «Je fais de l'humour». Le pays hôte est remonté de nouveau sur la scène à travers l'humoriste Aristote Kaya, le cerveau magique du Congo, qui a présenté un spectacle intitulé «Lasorcellerie de chez nous». La RDC n'est pas restée en marge de la fête internationale du rire. Elle a été représentée par la brillantissime humoriste Abelle Bowala, dans «Les cou-

leurs ça se mélange». Pareil pour le Gabon, représenté par le comédien Yann Koko, dans «Yann Koko à quel niveau?». La première soirée a été bouclée par l'un des grands humoristes congolais, Weilfar Kaya, dans un spectacle intitulé «Au royaume des femmes». L'humoriste a enseigné au public, à travers ce spectacle, comment vivre avec la femme.

Le rendez-vous s'est poursuivi le 26 octobre avec les humoristes Titus Kosmas du Congo, dans «Titus Kosmas remonte sur scène»; le Nigérian Rosmary Omorogbe dans «Avant et après»; le Burkinabé La Jaguar premier dans un spectacle dénommé «La vie n'est pas facile». Le comédien français, Henry David Cohen, a présenté un one man show intitulé «Le tour du monde en 180 vanes». Et le Congolais Juste Parfait, comme il sait le faire, a animé la salle avec «Nous pays de merde».

Les spectacles de la onzième édition de Tuseo ont pris fin, le 27 octobre, à travers des one man show, présentés respectivement par le Marocain Meddy Johnson, dans «Coucou c'est moi»; Thérèse N'Daye de la Guinée Conakry qui a présenté «Les femmes»; le Tchadien Kartsym dans 3Mon parcours; Tuseo family du Congo dans «La crème off». Comme on ne peut parler du rire au Congo sans citer Fortuné Bateza, l'homme a été présent à ce grand rendez-vous du rire à travers le spectacle «Ce monde est fou».

Notons qu'au programme de ce festival, outre les spectacles, il y a eu aussi des ateliers, des rencontres et gacs. Le rendez-vous est pris pour l'année prochaine, toujours à l'IFC. Sa directrice déléguée, Marie Audigier, a donné sa caution de continuer à soutenir ce festival, dont la onzième édition a impacté davantage.

Bruno Okokana

RÉFLEXION

A propos de la redistribution des cartes ...

Le temps que nous vivons a ceci de fascinant qu'il rebat les cartes sur la table du jeu mondial, chaque jour qui passe voyant se produire des coups de poker que l'on n'aurait jamais pu imaginer il y a quelques années. L'une après l'autre, en effet, les grandes puissances qui se font face autour de cette même table et qui avançaient jusqu'alors posément leurs pions affichent désormais, de façon claire, leur volonté de s'imposer et n'hésitent pas, pour cela, à prendre de sérieux risques dans les régions du globe les plus instables et donc apparemment les plus attrayantes pour elles.

Prenons le cas de l'Europe. Inféodée jusqu'à présent aux Etats-Unis à travers l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (Otan), elle a pris le risque, au lendemain de l'implosion de l'Union Soviétique, d'agrèger les anciens satellites de l'URSS. Ce faisant, elle a rendu sa communauté ingouvernable au sens propre du terme, ce dont témoigne la montée du populisme dans les pays de l'Est et surtout l'incroyable retrait de

la Grande-Bretagne de l'Union européenne provoqué par le Brexit. Résultat des courses : cette dérive a convaincu les Etats-Unis de Donald Trump de se lancer dans une politique dite de l'«America first» qui creusera dans les années à venir un véritable fossé entre les nations occidentales qui jusqu'alors dominaient la gouvernance mondiale.

Autre conséquence dont nous voyons se dessiner les contours : la déliquescence du camp occidental a convaincu la Russie de Vladimir Poutine d'élever à nouveau un mur entre l'Est et l'Ouest européen. Un changement d'attitude que l'on peut aisément comprendre lorsqu'on se souvient du prix que l'Union Soviétique de Staline payait lorsque l'Allemagne d'Adolf Hitler tenta de l'asservir, provoquant un conflit mondial dont son peuple fut l'une des principales victimes. Même si cela ne se dit pas encore officiellement à Moscou, la réunification de l'Allemagne et surtout sa montée en puissance dans l'Union européenne est perçue comme un danger potentiel contre lequel il convient de se défendre par anticipa-

tion. D'où les manœuvres militaires spectaculaires montées ces dernières semaines sur le territoire russe à portée immédiate des pays baltes.

Ceci étant écrit, prenons un autre cas tout aussi significatif : celui de la Chine. Asservie par les puissances occidentales puis dévastée par les troupes japonaises pendant la Seconde Guerre mondiale, elle a payé elle aussi au prix fort son incapacité à se protéger des agressions extérieures. Mais voici qu'ayant réussi à mettre de l'ordre dans sa gouvernance interne et ayant emprunté à l'économie de marché les techniques qui avaient démontré leur efficacité en Europe et aux Etats-Unis, elle s'impose maintenant comme la deuxième puissance économique mondiale et très probablement même la première à brève échéance si rien ne vient entraver sa progression. Avec ce résultat que personne, il y a encore quelques mois, n'aurait osé imaginer que le Premier ministre japonais, Shinzo Abe, se rende à Beijing ces derniers jours sinon pour faire allégeance à la Chine, du moins pour négocier un ac-

cord stratégique avec son tout puissant président, Xi Jinping.

Que faut-il conclure provisoirement de ce qui précède ? Ceci qui paraîtra fou à certains de nos lecteurs : dans le moment même où la communauté humaine s'apprête à commémorer le centième anniversaire de la Première Guerre mondiale, les cartes se rebattent sur la scène de telle façon que l'on ne peut plus exclure de nouveaux conflits planétaires. C'est, en effet, ce que laisse entrevoir la course aux armements lancée par le président américain, Donald Trump, qui affirme vouloir rejeter le traité d'interdiction des armes nucléaires de moyenne portée et lancer une stratégie de conquête militaire de l'espace, ce qui ne laisse rien augurer de bon.

Dans le contexte de nouvelle Guerre froide qui se dessine, il reste à espérer que les pays émergents, qui représentent les deux tiers de l'humanité, sauront faire entendre la voix de la raison avant qu'il soit trop tard.

Jean-Paul Pigasse